

COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 DECEMBRE 2021

Compte-rendu affiché en mairie le : 29/12/2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt-deux décembre, à dix-neuf heures, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du conseil municipal, en mairie de Bagnères de Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le dix-sept décembre deux mille vingt et un conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le maire procède à l'appel des membres du conseil municipal.

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, maire, Mme Catherine DERACHE, Mme Sabine CAZES, Adjointes au Maire.

M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES, Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Gilles TONIOLO ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.

M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR.

M. Michel LERAY ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.

Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY ayant donné procuration à Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES.

Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ.

Absents : Mme Michèle BOY, Mme Françoise BRUNET LACOUÉ, M. Olivier PERUSSEAU, M. Gérard SUBERCAZE, M. John PALACIN.

Monsieur le maire constate que le quorum est atteint (conformément à l'article L.2121-17 du CGCT et à la réglementation en vigueur au regard de la crise sanitaire COVID19, quorum au tiers).

Monsieur le maire ouvre la séance et propose que madame Sabine CAZES soit désignée en tant que secrétaire.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Sabine CAZES ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

Monsieur le maire rappelle les procurations :

M. Gilles TONIOLO ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.

M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR.

M. Michel LERAY ayant donné procuration à Mme Catherine DERACHE.

Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY ayant donné procuration à Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES.

Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ.

Monsieur le maire rappelle aux élus les mesures sanitaires en vigueur.

Port du masque, respect des distances physiques.

Il rappelle aux élus qu'ils disposent d'un micro et que le conseil est filmé, enregistré et diffusé sur Facebook et qu'il restera disponible sur les archives du site internet de la mairie.

Monsieur le maire indique aux élus qu'il a reçu ce matin le nouveau sous-préfet de Saint-Gaudens qui venait se présenter et prendre contact avec la ville de Luchon et ses nombreuses problématiques.

Monsieur le maire annonce à l'assemblée et au public qui écoute la retransmission, qu'à la demande de la préfecture, le feu d'artifice prévu le 31 décembre est annulé.

Monsieur le maire demande aux élus de bien vouloir accepter l'ajout de deux points à l'ordre du jour et indique qu'il y a également des suppressions de points à l'ordre du jour.

Monsieur le maire précise que les suppressions concernent essentiellement des délibérations financières, il s'agit de reports.

La raison principale est qu'en octobre 2021, une délibération portant sur une décision modificative du budget 2021 a été prise sur les conseils de la DRFIP. Cette délibération concernait principalement l'étalement des charges et la subvention que la ville devait apporter en subvention d'équilibre au budget des thermes.

Il y a une dizaine de jours une nouvelle consigne a été reçue de la part de la DRFIP demandant de ne plus étaler la charge et d'attendre la loi des finances rectificative qui permettra à l'état d'abonder à hauteur de 50% minimum aux déficits des thermes.

Dans l'attente de cette décision et de la loi de finances, les délibérations financières qui s'y rapportent sont reportées.

Mme CAU fait remarquer que les élus n'ont pas eu les derniers procès-verbaux.

M. le maire indique qu'effectivement, c'est lié à un manque de temps. C'est une activité très chronophage. Une solution externe est en train d'être recherchée.

A titre d'exemple, une heure de réunion du conseil municipal demande deux jours de travail plein à un rédacteur pour la retranscription.

En cette période chargée, il n'a pas été possible de le faire.

Il y a aussi une réflexion pour une solution technique de retranscription automatique.

Ce jour justement, un test est effectué, monsieur le maire demande aux élus de veiller à bien s'exprimer en utilisant les micros à disposition.

M. FERRE indique qu'il manque deux compte-rendu sur le site.

Ce sera vérifié et mis à jour.

Il est indiqué que pour le 25 août 2021, il n'y a pas eu de compte-rendu car il s'agissait d'une installation d'un nouveau conseiller et d'une élection d'un nouvel adjoint.

Le procès-verbal a donc été mis en ligne en lieu et place du compte-rendu.

M. FERRE indique que les comptes-rendus affichés en mairie doivent figurer sur le site également.

Mme TORCHIN PAVONE (responsable du pôle secrétariat général) confirme qu'effectivement quand il y a un site internet et l'obligation première est la publicité en mairie à ce jour.

Une note sera rédigée afin de tout récapituler.

Un nouveau logiciel va permettre d'avoir des délibérations mieux présentées et générées de manière automatique après saisie des votes ce qui fera gagner du temps aussi.

Pour revenir à ce que disait monsieur le maire au sujet des procès-verbaux, une heure d'enregistrement de séance, si on fait appel à un prestataire c'est un rédacteur mobilisé à 100 % pendant un jour.

Ce n'est financièrement pas envisageable pour autant la tâche est beaucoup trop chronophage par rapport aux disponibilités du secrétariat général.

Ce soir en séance, une solution technique est testée justement pour tenter une retranscription automatisée qui devrait faire gagner du temps.

M. le maire indique à l'assemblée qu'il vient de faire vérifier, le compte-rendu de juin figure bien sur le site.

Il est procédé à l'examen des points inscrit à l'ordre du jour.

0. ACCEPTATION D'AJOUT DE DEUX POINTS A L'ORDRE DU JOUR

Rapporteur : M. le maire

M. le maire indique à l'assemblée qu'il convient d'ajouter deux points à l'ordre du jour du conseil municipal,

Il s'agit de :

Affaires communales Affaires financières

- **Mandat spécial au maire pour un déplacement à Paris, à l'invitation de madame RoselyneBACHELOT, ministre de la Culture.**

-

Ressources humaines

- **Approbation d'un contrat d'apprentissage - diplôme BEJEPS activités équestres.**

M. le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver les ajouts proposés à l'ordre du jour, qui seront examinés en fin de séance si le conseil municipal l'accepte et porteront les numéros 33 bis et 33 ter de l'ordre du jour.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les ajouts proposés à l'ordre du jour, et leur examen en fin de séance selon les modalités exposées en séance.

AFFAIRES THERMALES

Finances

1. SUBVENTION DU BUDGET DE LA VILLE VERS LES THERMES

Reportée.

2. DECISION MODIFICATIVE N° 3 DU BUDGET 2021 DE LA REGIE DES THERMES

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire souligne que le premier point à relever est une augmentation de l'avance reçue (6000€ en remboursement de chômage partiel), les autres points concernent l'inscription de deux subventions importantes pour 135000,00€ et 420000€ qui correspondent aux travaux de remise aux normes techniques et sanitaires des thermes qui doivent être conduits.

Les trois points principaux sont donc des augmentations de crédits.

Monsieur le maire, propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget annexe 2021 de la Régie des Thermes.

31042 Code INSEE	BAGNERES DE LUCHON REGIE DES THERMES DE LUCHON	DM n°3 2021
---------------------	---	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE 3

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
R-64198 : Autres remboursements	0.00 €	0.00 €	6 052.00 €	0.00 €
TOTAL R 013 : Atténuations de charges	0.00 €	0.00 €	6 052.00 €	0.00 €
R-706 : Prestations de services	0.00 €	0.00 €	0.00 €	135 855.58 €
TOTAL R 70 : Ventes de produits fabriqués, prestat° de services, marchandises	0.00 €	0.00 €	0.00 €	135 855.58 €
R-7588 : Autres	0.00 €	0.00 €	0.00 €	426 052.00 €
TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante	0.00 €	0.00 €	0.00 €	426 052.00 €
R-774 : Subventions exceptionnelles	0.00 €	0.00 €	135 855.58 €	0.00 €
R-778 : Autres produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	420 000.00 €	0.00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	555 855.58 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	0.00 €	0.00 €	561 907.58 €	561 907.58 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 22 décembre 2021.

Monsieur le maire, demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la décision modificative n° 3 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle qu'exposée en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n° 3 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle qu'exposée en séance.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire rappelle qu'en début d'année il est obligatoire de procéder à cette formalité pour permettre le fonctionnement régulier et normal des différentes entités de la collectivité

Monsieur le maire précise que ce sera également le cas pour les budgets assainissement, eau et le budget principal.

Cela consiste à inscrire en crédit, en dépenses d'investissements un quart des crédits ouverts en 2021 sur 2022.

3. INSCRIPTIONS DE CREDIT EN DEPENSE D'INVESTISSEMENT AVANT LE BUDGET PRIMITIF 2022 DE LA REGIE DES THERMES

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire indique aux membres de l'assemblée délibérante qu'il y a lieu de procéder, avant le vote du budget primitif 2022 de la régie des Thermes aux inscriptions de crédits en dépenses d'investissement.

En vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut, jusqu'à l'adoption du budget, et, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2021 s'élevaient à 845 923,90 € (déduction faite des remboursements d'emprunts s'élevant à 420 500€), que le quart de ces crédits représente donc 211 481 €.

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir des crédits à certains articles budgétaires et opérations afin de permettre à l'exécutif, de liquider et de mandater des dépenses avant l'adoption du budget de l'exercice 2022.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater des dépenses sur les opérations suivantes :

OPERATION	CREDITS OUVERTS 2022
OP 56 – Etudes divers travaux	1 500
OP 57 – Prescription audit sécurité phase 2	45 000
OP 58 – Prescription audit sanitaire phase 2	50 000
OP 59 – Prescription technique phase 2	75 000
OP 60 – Matériel industriel	20 000
OP 61 – Divers travaux courants	10 000
OP 62 - Mobilier	3 000

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des Thermes de Luchon du 22/12/2021.

Monsieur le maire propose aux élus d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, autorise l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'en séance du conseil d'exploitation du même jour, monsieur GABAROT (Directeur des thermes) a rappelé le succès de ce produit qui a été lancé l'année dernière.

Le chiffre d'affaires a été de 30000€ qui correspond à environ 900 entrées

Monsieur le maire précise que la cure de désintoxication au tabac ne sera pas proposée puisqu'apparemment il y a très peu de demandes depuis 2019 et 2020.

4. TARIFS DES CURES NON CONVENTIONNEES 2022

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe l'assemblée délibérante que, sur proposition de la Direction des Thermes et dans le cadre de la diversification des cures thermales non conventionnées, il a été décidé de recommercialiser les compléments de cures « fibromyalgie » et les cures découvertes : « printanières découvertes » et « estivales découvertes ».

Il convient d'en fixer les tarifs :

- Fibromyalgie : 130 €

Soins : 3 groupes de parole

3 séances collectives de sophrologie

1 séance collective d'hypnose

3 séances d'activité physique adaptée 1 séance d'activ'marche

1 séance de marche nordique

1 séance de renforcement musculaire (Bungy Pump) 1 massage par Masseur Kinésithérapeute

3 séances de lit hydromassant.

- Cures découvertes « printanières découvertes » et « estivales découvertes » : 60 €

Option : 1 séance de lit hydromassant 15 € en supplément.

Soins RH : application de boue/bain/douche au jet/vapeurs dirigées.

Soins ORL/Voies Respiratoires : sur ordonnance médicale du médecin thermal.

Vu l'avis favorable du conseil d'Exploitation des Thermes en séance du 22/12/2021.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver les tarifs des compléments de cure et cures découvertes selon les modalités exposées en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les tarifs des compléments de cure et cures découvertes selon les modalités exposées en séance.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante que ce point de l'ordre du jour est un point important qui préfigure le prochain conseil municipal qui aura lieu le lendemain.

Il concerne le plan de financement prévisionnel des travaux qui seront faits aux thermes de Luchon dans le cadre de la Délégation de Service Public (DSP).

Monsieur le maire précise qu'avant de pouvoir présenter une DSP en conseil municipal demain, il faut que le conseil municipal ait préalablement adopté un plan de financement prévisionnel dans le respect de la procédure.

Monsieur le maire précise à l'assemblée que la commune reste propriétaire des bâtiments.

Il souligne que la société dédiée de construction qui composée de par l'ARAC (région) et la banque des territoires apporte 4.200.000, 00 euros.

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'ils disposent pour chacun d'entre eux de certaines planches qui vont leur permettre d'apprécier l'ampleur des travaux qui vont s'étaler sur deux ans.

Monsieur le maire indique aux élus que les travaux se décomposent en deux parties,
- une partie qui sera effectuée en premier, c'est la rénovation totale de l'existant ;
- la 2ème partie, en 2ème année, est la création d'une extension qui sera entièrement dédiée au bien-être et à la remise la remise en forme.

Monsieur le maire précise aux élus que, concernant les différentes planches dont ils disposent, l'architecte des bâtiments de France (ABF) a absolument tenu à ce que la façade de l'extension soit rigoureusement semblable à celle existante côté vaporarium.

Ce sont donc les mêmes types de petites fenêtres, c'est un choix de l'ABF.

De la même manière, l'ABF a souhaité que le projet garde l'esprit de l'Intérieur du bâtiment du vaporarium qui a été dessiné par un architecte très connu (Grand Prix d'Europe).

Les volumes ont été respectés, ce qui n'a pas empêché le projet d'inclure dans les plans des extensions de surfaces de repos et de détente.

Afin de conclure les explications sur le projet, monsieur le maire indique qu'absolument toutes les parties existantes seront rénovées, réaménagées et en plus, il y aura une extension qui concerne le bien-être.

Monsieur le maire précise aux élus qu'il donnera davantage de détails lors de la séance du 23/12/2021 sur le projet en lui-même, ce jour, il s'agit d'accepter le montant de dépenses et le plan de financement.

5. PLAN DE FINANCEMENT – REHABILITATION ET EXTENSION DES THERMES DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire demande au Conseil aux élus de se reporter à la dernière partie de la délibération et qui présente donc le plan de financement détaillé avec d'un côté le programme des travaux et de l'autre la répartition des recettes qui font face à ses dépenses de travaux

Monsieur le maire détaille le plan de financement en listant les différents partenaires (Région, Département, FEDER, Etat, commune) ainsi que les montants investis.

Monsieur le maire liste les différents travaux également.

Le projet de réhabilitation des thermes de Luchon va se dérouler en plusieurs phases qui vont s'étaler sur une période de 2 ans et demi.

Nous reprenons ci-dessous en résumé et par grandes zones les travaux :

LE CHAMBERT :

Le Bâtiment Chambert va continuer à abriter le spa premium sur 2 niveaux, cependant, les espaces vont être totalement transformés et rénovés.

Les coupoles du RDC vont être mises en valeur et les espaces vont être rénovés et mis aux normes PMR.

Au rdc :

Un accueil au premium va être aménagé dans le sas d'accès du bâtiment Prince Imperial.

Une fois l'accueil franchit l'utilisateur va se diriger vers le Chambert et emprunte les vestiaires mis à sa disposition.

Le curiste bénéficie ensuite d'un bassin RH, d'espaces ORL, de cabines balnéothérapie et d'espaces d'attente positionnés dans la grande circulation.

Au R+1 :

Le curiste bénéficiera de cabines de boues, d'espaces d'attente et de repos de grande qualité, d'un bassin de marche créé sous les toits, de cabines de soins divers et d'une salle de repos conservée sous la coupole du 2ème niveau.

Dans ce même bâtiment, le Chambert, un spa indépendant des autres sera créé mais qui offre une jonction en pied chaussé mais également une liaison en pied mouillé par la création d'un ascenseur pied mouillé qui relie le spa aux cures premium.

Ce spa est créé en lieu et place de l'aile Ouest qui abrite aujourd'hui des cabines kiné et salles de sport. Il sera accessible depuis le Prince Impérial par les escaliers et ascenseurs existants. L'ensemble de ce spa, comme l'ensemble du site, va bien sûr être accessible aux PMR par la création d'un nouvel accès en lieu et place du couloir vitré existant qui longe la montagne actuellement.

Une fois l'accueil franchi, l'utilisateur passe par les vestiaires où il prend son peignoir, changé, il accède à l'espace spa qui offre plusieurs cabines de soins, simples et doubles, des espaces de repos et un espace humide qui abrite un hammam dans une pièce voutée sous la montagne, un spa (jacuzzi) des douches sensorielles et un sauna qui réutilise une partie des galeries de la montagne fermées à ce jour. Aucuns travaux en extérieur n'est prévu sur cette partie du bâtiment classé excepté le remplacement de la verrière du spa.

LE PRINCE IMPERIAL :

Bâtiment emblématique de la station, celui-ci ne va subir que très peu de travaux. Il va, comme abordé ci-dessus accueillir le nouvel accueil de la cure premium et une salle pour les kinésithérapeutes en rdc. A l'étage, les bureaux vont être rénovés et rester dans leurs fonctions.

LE VAPORARIUM :

Le bâtiment va être totalement rénové. L'ensemble des 3 niveaux va être entièrement curé et une redistribution complète des locaux va être mise en œuvre.

Le hall d'accueil, va conserver son rôle. Il va être équipé de banques d'accueil complémentaires au rdc et en partie au r+1 sur le palier Ouest. Il desservira ensuite les niveaux supérieurs par les escaliers et ascenseurs conservés.

Au rdc : Une fois l'accueil passé, les curistes empruntent les vestiaires après avoir récupéré leurs peignoirs à la banque d'accueil prévue à cet effet dans un nouvel espace de déchaussage. Une fois changés, les curistes ont directement accès aux cabines de soins par la boue réparties de façon fonctionnelle et organisée.

Au r+1 : Accessible par les ascenseurs duplex, les curistes accèdent au plateau réservé aux baignoires balnéothérapie du premier niveau. Ce plateau accueille différentes cabines telles que des cabines de douches à jets, des cabines balnéothérapie des espaces de soins à vapeurs dirigées, des espaces de soins BBL, ... en complément une salle de repos est accessible aux curistes et enfin un espace tisanderie est en libre accès et prend position sur le palier Est des grands escaliers.

Toujours sur le même niveau, nous retrouvons les 3 bassins existants de la rotonde. Ces 3 bassins vont être entièrement rénovés et équipés pour les soins thermaux. En complément, un bassin de marche va être créé sur la façade Ouest.

De ces bassins nous créons un nouvel accès au vaporarium existant, vaporarium que nous scindons en 2 afin que celui-ci puisse fonctionner le matin en période de cures et le matin en période d'ouverture au grand public.

Ce vaporarium, pour le grand public (dans la partie thermo ludique) sera bien sûr accessible par la pièce voutée entièrement et réaménagée par des douches directement accessibles en sortant du vaporarium.

Enfin, nous créons une extension dans le prolongement de la rotonde, extension qui abrite un bassin thermo ludique complémentaire. L'après-midi, une fois les cures terminées, l'ensemble des bassins sera accessible au grand public.

Au r+2 : Ce plateau va lui aussi être totalement curé et rénové. Il va être scindé en 2 grands espaces. Le premier, dans la partie Ouest, va être un espace pied chaussé accessible depuis l'escalier Ouest et va abriter une salle de conférences et quelques bureaux annexes. Le deuxième va abriter l'accueil du centre thermo ludique ainsi que ses vestiaires. En complément, un espace cafétéria va compléter l'offre offerte aux usagers en bénéficiant de vues vers le Sud et sur l'atrium de l'accueil.

L'espace thermo ludique va bénéficier du bassin créé au R+1 dans la nouvelle extension et celui-ci sera accessible par un large escalier crée dans le volume de la rotonde.

En complément de ce bassin, les usagers bénéficieront d'un nouveau bassin, bassin extérieur et sur les toits qui fonctionnera toute l'année. Accessible par la cage d'escalier existante, ce bassin et sa terrasse auront une vue panoramique sur le parc, la ville et les sommets environnants.

Un grand plateau dédié au Bien Etre va compléter l'offre offerte au public.

Il accueillera dans plusieurs sous-espaces

- des saunas,
- des douches sensorielles,
- un hammam (dans le vaporarium),
- un spa (jacuzzi),
- et différents espaces de repos aménagés.

Enfin, sur ce plateau du R+2, prendront places des espaces dédiés aux sportifs par la création de 2 salles de sport sèches et de cabines de cryothérapie.

L'ensemble de ces travaux va permettre une mise en conformité globale du site des thermes de Luchon. Une mise en conformité accessibilité, une mise en conformité de sécurité incendie et bien entendu une mise en conformité du traitement d'air de tous les espaces et une reprise complète du process thermal.

Plans joints.

Le plan de financement correspondant à la réalisation de ces travaux est le suivant :

PROGRAMME DE TRAVAUX		REPARTITION RECETTES TRAVAUX	SUR TOTAL	REPARTITION SUBVENTION	€ ht
gros œuvre	11 950 000	SUBVENTIONS			
traitement des eaux Process Thermal	4 300 000	FEDER 2021-2027	12.18%	30%	3 750 000
electricité détection incendie	2 250 000	Etat	9.33%	23%	2 875 000
imprévus 4%	974 350	Région	9.33%	23%	2 875 000
maitrise d'œuvre	2 465 650	Département	5.68%	14%	1 750 000
OPC economiste contrôle technique	5600 000	Commune	4.06%	10%	1 250 000
assurances	2 800 000	AUTRES RECETTES		100%	12 500 000
taxes	300 000	Société Dedié Construction	13.64%		4 200 000
		EMPRUNT	45.78%		14 100 000
				100%	18 300 000
PENSES PROGRAMME DE TRAVAUX	30 800 000	TOTAL RECETTES PROGRAM METRAVAUX			30 800 000

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie des thermes en séance du 22/12/2021.

Monsieur le maire propose au conseil municipal :

- d'approuver le plan de financement des travaux de rénovation et extension des Thermes de Luchon à réaliser dans le cadre de la DSP des Thermes tels qu'exposés ci-dessus,
- d'autoriser l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2022, sous condition de la signature de la délégation de Service Public des Thermes de Luchon,
- de l'autoriser à signer toutes les pièces nécessaires à la bonne réalisation de ce dossier et ainsi de mettre tout en œuvre pour obtenir les subventions présentées.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- approuve le plan de financement des travaux de rénovation et extension des Thermes de Luchon à réaliser dans le cadre de la DSP des Thermes tels qu'exposés ci-dessus,
- autorise l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2022, sous condition de la signature de la délégation de Service Public des Thermes de Luchon,
- autorise monsieur le maire à signer toutes les pièces nécessaires à la bonne réalisation de ce dossier et ainsi de mettre tout en œuvre pour obtenir les subventions présentées.

AFFAIRES EHPAD ERA CASO

Finances

6. DECISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET DE L'EHPAD

Reportée.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique aux élus que, de la même manière que pour l'établissement thermal, il convient, avant le vote de l'EPRD (c'est à dire du budget 2021 2022 de l'établissement ERA CASO) de pouvoir continuer à fonctionner.

Il est donc nécessaire d'inscrire en crédit en dépenses d'investissement un montant de un quart de ce qui a été constaté en 2021.

7. INSCRIPTIONS DE CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DE L'EPRD 2022

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux membres de l'assemblée délibérante qu'il y a lieu de procéder, avant le vote de l'EPRD 2022 de l'EHPAD ERA CASO, aux inscriptions de crédits en dépenses d'investissement.

En vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut, jusqu'à l'adoption du budget, et, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2021 s'élevaient à 273 330,98 € (déduction faite des remboursements d'emprunts s'élevant à 85 600,92 €), que le quart de ces crédits représente donc 68 333 €.

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir des crédits à certains articles budgétaires et opérations afin de permettre à l'exécutif, de liquider et de mandater des dépenses avant l'adoption de l'EPRD 2022.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater des dépenses sur les opérations suivantes :

CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS 2021 (BP + DM)	AUTORISATION DE CREDITS 2022 (sous réserve d'aucune autres DM 2021) JUSQU'AU VOTE DU BP 2022
22	2188 – Autres immobilisations corporelles	273 330,98	68 333

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'EHPAD ERA CASO du 22/12/2021.

Monsieur le maire propose aux élus d'émettre un avis favorable pour autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, émet un avis favorable pour autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Affaires générales

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire informe les élus que dans la continuité d'une délibération qui a été approuvée lors du dernier conseil municipal, un changement est intervenu.

L'agent qui était désigné en qualité de coordinateur communal n'a pas souhaité continuer sa mission, il a donc été nécessaire de le remplacer en urgence avec un recrutement externe.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que le recensement commence très bientôt, le 4 janvier 2022.

Il rappelle aux élus que madame Michèle BOY est l'élue référente, elle sera également assistée de madame Françoise BRUNET LACOUÉ.

8. DÉLIBÉRATION PORTANT DÉSIGNATION D'UN COORDONNATEUR COMMUNAL

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que le recensement à la population aura lieu sur la ville de Bagnères de Luchon du 20 janvier au 19 février 2022.

Il rappelle la nécessité de créer des emplois de coordonnateurs communaux afin de réaliser les opérations du recensement pour l'année 2022.

En séance du 29 octobre 2021, le conseil municipal a approuvé le principe de la désignation de trois

coordonnateurs d'enquête chargés de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement.

Il avait été précisé que ces coordonnateurs seraient désignés par arrêtés municipaux nominatifs dès lors que la délibération du 29/10/2021 serait exécutoire.

Au cours d'une réunion avec l'INSEE postérieure au conseil municipal du 29/10/2021, il a été demandé à la collectivité de présenter une délibération en conseil municipal afin de désigner de manière nominative les coordonnateurs en plus des arrêtés individuels.

En séance du 29 novembre 2021, le conseil municipal a approuvé le principe de la désignation de trois coordonnateurs d'enquête chargés de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement, dont un coordonnateur principal. Ce dernier s'étant désisté, il convient de désigner un autre coordonnateur principal.

Aussi,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 51-711 du 07/06/1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière statistique ; Vu la loi n° 2002-276 du 27/02/2002 relative à la démocratie de proximité et notamment le titre V ; Vu le décret n° 2003-485 du 05/06/2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23/06/2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu la candidature de l'intéressée ;

Monsieur le maire propose de désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement. Il s'agit en l'espèce d'un coordonnateur principal, supervisant deux coordonnateurs adjoints, sur des missions allant du 10/11/2021 au 25/02/2022.

Monsieur le maire propose aux élus de désigner :

- Mme Amélie PUISSEGUR, recrutement externe, comme coordonnateur principal de l'enquête de recensement.

Mme Amélie PUISSEGUR, coordonnateur principal, recrutée sur un contrat à durée déterminée pour accroissement temporaire d'activité sur le grade d'adjoint administratif, bénéficiera d'une rémunération en référence au grade de recrutement à l'indice brut 354, au prorata du nombre d'heures réellement effectuées et sur présentation d'un état fourni par le responsable du pôle secrétariat général.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la désignation du coordonnateur communal principal selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la désignation du coordonnateur communal principal selon les modalités exposées en séance et autorise monsieur le maire à signer les actes afférents.

Monsieur le maire et madame DERACHE présentent la délibération

Monsieur le maire indique aux élus qu'à compter du 7 janvier 2022, le centre de vaccination sera délocalisé à la maison du curiste.

Il y a eu plus de 8000 vaccinations.

Madame DERACHE précise que 9500 injections sont attendues et 7000 au profit des habitants de l'ancien canton de Luchon.

Monsieur le maire rappelle que ce centre est animé par du personnel bénévole et indique que l'ARS a souhaité participer.

Madame DERACHE précise que l'ARS participe pour le surcoût car depuis le départ du SDIS (après 15 jours), c'est la commune de Luchon qui a repris à sa charge.

Le médecin retraité qui s'occupe du centre doit être gratifié, il s'agit du Dr SIKSIK.

La plupart du personnel est composée d'infirmiers libéraux, essentiellement venus du secteur de Luchon, madame DERACHE les remercie.

Madame DERACHE indique qu'au tout début de la mise en place du centre de vaccination, il y a eu la participation de bénévoles, avec notamment la participation d'Arthur BARDAL qui a réalisé des heures.

La subvention de l'ARS va permettre de lui verser une vacation.

Mme DERACHE précise également que monsieur MARCO (infirmier en retraite) va recevoir une gratification et précise qu'il souhaite que cette gratification soit attribuée à l'association de tir à l'arc de Luchon.

Mme DERACHE tient à remercier publiquement tous ces personnels de santé qui travaillent même le samedi ou le dimanche en plus de de leur travail habituel.

Monsieur le maire précise que la commune a perçu 53.000 euros de l'ARS pour la période du 11/02/2021 au 27/10/2021.

Il va également venir s'ajouter les mois de novembre et décembre 2021, cela servira à gratifier les trois personnes citées.

9. DELIBERATION RELATIVE A LA REMUNERATION DU PERSONNEL POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE VACCINATION DE BAGNERES DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Mme CAU intervient afin de signaler qu'elle ne va pas participer à la présentation ni au vote de cette délibération car elle est concernée à titre personnel.

Le centre de vaccination de Bagnères-de-Luchon a pris le relais d'une initiative amorcée avec la collaboration du SDIS 31. Ce relais, porté par la ville de Luchon, est désormais réalisé par une équipe composée d'un médecin retraité, d'un ou plusieurs infirmiers retraités, de professionnels de santé retraités (chirurgien-dentiste, pharmaciens...), d'employés municipaux détachés sur des fonctions d'accueil / filtrage et surtout d'infirmiers libéraux, la plupart du secteur de Bagnères-de-Luchon.

Depuis le 11 février 2021, et à ce jour, 8 000 vaccinations ont été réalisées.

Le centre de vaccination a été installé au Pavillon Normand puis au gymnase municipal puis à nouveau au Pavillon Normand pour répondre à une demande de vaccination de proximité.

Dans le cadre de la mise en place et de l'organisation du centre de vaccination à Bagnères de Luchon, la commune a ainsi déposé un dossier de subvention auprès de l'ARS.

Le montant perçu, 53 282,41€ couvre les dépenses de fonctionnement dont les dépenses de personnel nécessaires au succès du centre de vaccination, qui doit ainsi être rémunéré selon la grille fixée par l'ARS du 11 février au 27 octobre 2021.

Les missions suivantes ont été nécessaires pour répondre au cahier des charges de l'Agence Régionale de Santé (ARS) :

- Accueil et orientation
- Protection hygiène matériel, acquisition de petit matériel de diagnostic et de protection. Valorisation du surcout lié de la prestation ménage COVID, aide au financement des DASRI COVID
- Mise en place du centre de vaccination, aménagement des locaux, acquisition de box/tentes, climatisation, surcout fluides, accès internet et équipements informatiques et bureautiques.
- Coordination interne :
Dr Georges Siksik : coordination administrative, gestion des plages de rendez-vous, la supervision des flux, la saisie des vaccins, l'édition des certificats, la gestion des commandes.
Conformément aux accords avec l'ARS, le docteur Siksik est intervenu par vacation dès le 11 février 2021. sur la base de 10 heures par semaine à 35 € de l'heure, soit 1 400 € brut par mois.
- Accueil et orientation :
Cette mission a pu être confiée à des bénévoles et des infirmiers libéraux.
 - **Arthur Bardaji** : 128 heures réalisées au profit du centre du 11 février au 26 mars 2021 par vacation au tarif de 15 € de l'heure, soit un total **de 1 920 €** brut.
 - **Patrice Marco**, Infirmier DE retraité : 92 heures réalisées au profit du centre du 11 février au 17 mars 2021. Le tarif de la vacation est de 24 € de l'heure, soit un total de **2 208 €**. *Monsieur Marco souhaite que cette somme soit attribuée à son association de Tir à l'Arc.*

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de l'autoriser à verser les sommes ci-dessus convenues avec l'ARS.

Madame CAU ne participe pas au vote (intéressée à titre personnel).

Le conseil municipal, après délibération, par 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, autorise monsieur le maire à verser les sommes selon les modalités exposées en séance.

Présentation du point suivant inscrit à l'ordre du jour

Monsieur le maire précise aux élus que le point suivant n'est pas une délibération, c'est une simple information.

Comme chaque année, le Syndicat Départemental d'Electrification de la Haute Garonne (SDEHG) produit son rapport d'activité.

Monsieur le maire indique qu'il s'agit du rapport d'activité 2020 et les élus disposent d'une présentation synthétique en séance.

Monsieur le maire indique qu'il est possible de consulter la totalité de ce rapport d'activité 2020 sur le site dont il communique l'adresse.

Mme CAU indique qu'il y a quelques temps, elle a pris connaissance d'un rapport justement qui évoquait des difficultés, elle souhaite avoir des informations.

M. le maire indique qu'il ne peut se prononcer sur la « santé » du SDEHG.

Il indique que l'ordre du jour comporte également une délibération pour une demande de subvention au SDEHG avant que justement d'éventuelles modifications ne viennent modifier les taux de subvention alloués aux communes.

Mme CAU évoque des tranches de travaux prévues et demande si elles seront toujours financées ou pas.

Monsieur le maire indique qu'il ne peut se prononcer sur l'avenir du SDEHG.

10. SDEHG : PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2020

Rapporteur : M. le maire

M. le maire informe l'assemblée délibérante que conformément à l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne a adressé à la commune le rapport d'activité 2020 du Syndicat afin qu'il soit présenté en séance du conseil municipal.

Il est précisé que ce rapport d'activité est également consultable sur le site internet du syndicat,

- www.sdehg.fr
- Rubrique « rapports d'activité.

M. le maire rappelle aux élus qu'ils disposent de la synthèse de ce document.

M. le maire propose aux élus de prendre connaissance du rapport de présentation synthétique annexé à la présente en complément du rapport d'activité.

M. le maire demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport d'activité 2020 du Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne.

Les élus prennent acte.

Affaires financières

11. DECISION MODIFICATIVE N° 3 DU BUDGET ASSAINISSEMENT

Reportée.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique que la délibération qui va être examinée est une décision modificative.

Cela concerne en première partie le fonctionnement et en deuxième partie les modifications qui concernent les investissements.

Les points remarquables sont une diminution de crédits en dépenses pour un total de 69710€, ce sont donc des baisses de dépenses.

Ensuite pour les 90000€, il y a eu un problème d'affectation de cette somme au poste 67 441, on a donc une diminution de crédits qui correspond à la diminution de la subvention de la ville aux thermes.

En effet, maintenant que la saison est terminée il a été constaté, par rapport au budget initial, un accroissement du chiffre d'affaire de 135000,00€ donc il n'est plus nécessaire d'attribuer cette somme puisque cela a été récupéré en augmentation de chiffre d'affaires.

Pour les deux dernières lignes, comptes 7 77 18 et 77 88, il s'agit d'ajustements de dotation et de réaffectation de ces dotations aux bons comptes, il y avait eu des petites erreurs d'affectation.

Il convient de retenir l'augmentation des recettes des thermes de 135000€.

Pour ce qui concerne le compte 65 73 63 pour 205000,00€, il s'agit d'une erreur d'inscription de subventions en fonctionnement alors que c'est une subvention qui concerne l'investissement. On supprime donc du fonctionnement et on réaffecte en investissement.

Pour la partie investissement, il s'agit principalement d'ajustements par rapport aux investissements prévus en début d'année ce qui permet de préparer ce qu'on appelle les restes à réaliser de manière la plus juste possible pour pouvoir solder l'exercice 2021 et préparer ainsi le budget 2022.

12. DECISION MODIFICATIVE N° 3 DU BUDGET COMMUNAL

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes dans les ouvertures de crédits prévues au budget principal 2021.

Monsieur le maire demande donc à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n°3 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel que suit :

31042 Code INSEE	BAGNERES DE LUCHON Budget Communal	DM n°3 2021
---------------------	---------------------------------------	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE 3

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
 FONCTIONNEMENT				
D-6068 : Autres matières et fournitures	34 770.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6231 : Annonces et insertions	35 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	69 770.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6411 : Personnel titulaire	0.00 €	90 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-64111 : Rémunération principale (PT)	90 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-64131 : Rémunération	0.00 €	135 855.58 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	90 000.00 €	225 855.58 €	0.00 €	0.00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	69 770.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0.00 €	69 770.00 €	0.00 €	0.00 €
D-657363 : SPA	205 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	205 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-67441 : aux budgets annexes	135 855.58 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	135 855.58 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-7718 : Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0.00 €	0.00 €	0.00 €	819 293.21 €
R-7788 : Produits exceptionnels divers	0.00 €	0.00 €	1 024 293.21 €	0.00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	1 024 293.21 €	819 293.21 €
Total FONCTIONNEMENT	500 625.58 €	295 625.58 €	1 024 293.21 €	819 293.21 €
 INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	69 770.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	69 770.00 €
D-2031-780 : REHABILITATION BATIMENT CHAMBERT	87 055.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-835 : RENOVATION DES FRESQUES CHAMBERT	0.00 €	105 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-939 : ADAP 2021	0.00 €	87 200.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	87 055.00 €	192 200.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2041632 : SPA - Bâtiments et installations	0.00 €	205 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées	0.00 €	205 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-924 : RENOVATION SALLES DE BAIN GENDARMERIE	0.00 €	98 773.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2183-933 : MATERIEL ET MOBILIER 2021	156 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-2135-924 : RENOVATION SALLES DE BAIN GENDARMERIE	0.00 €	0.00 €	0.00 €	33 148.00 €
TOTAL 21 : Immobilisations corporelles	156 000.00 €	98 773.00 €	0.00 €	33 148.00 €
D-2315-939 : ADAP 2021	150 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	150 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	393 055.00 €	495 973.00 €	0.00 €	102 918.00 €
Total Général		-102 082.00 €		-102 082.00 €

(1) y compris les restes à réaliser

Madame CAU demande si pour le compte 7788, la somme de 1 024 293,21€ est en lien avec le COVID ou pas.

M. le maire indique que cela correspond à plusieurs choses, des réaffectations de dotations, des augmentations (mal affectées) de subventions (en partie mal affectées).

Mme CAU demande à nouveau si les sommes ont un lien avec la crise sanitaire du COVID.

M. le maire répond par la négative et propose de faire une réponse écrite.

Madame DANTES précise que ce sont les subventions d'équilibre qui seront modifiées en janvier.

Monsieur le maire, demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la décision modificative n° 3 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle qu'exposée en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n° 3 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement telle qu'exposée en séance.

13. ETALEMENT DE CHARGES

Reportée.

14. SUBVENTION AU CCAS

Supprimée.

15. INSCRIPTIONS DE CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE BUDGET PRIMITIF DU BUDGET ASSAINISSEMENT

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux membres de l'assemblée délibérante qu'il y a lieu de procéder, avant le vote du budget primitif 2022 du budget Assainissement aux inscriptions de crédits en dépenses d'investissement.

En vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut, jusqu'à l'adoption du budget, et, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2021 s'élevaient à 619 965,42 € (déduction faite des remboursements d'emprunts s'élevant à 7 653,62€), que le quart de ces crédits représente donc 154 991 €.

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir des crédits à certains articles budgétaires et opérations afin de permettre à l'exécutif, de liquider et de mandater des dépenses avant l'adoption du budget de l'exercice 2022.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater des dépenses sur les opérations suivantes :

<u>OPERATION</u>	<u>ARTICLE</u>	<u>CREDITS OU</u>
<u>OP 123 – Etudes divers travaux</u>	<u>203 – Frais d'études</u>	<u>3 000</u>
<u>OP 124 – EXTENSION RESEAU</u>	<u>213 – Constructions</u>	<u>20 000</u>
<u>OP 125 – Divers travaux</u>	<u>213 – Constructions</u>	<u>20 000</u>

Monsieur le maire propose aux élus d'émettre un avis favorable pour autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité émet un avis favorable pour autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

16. INSCRIPTIONS DE CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE BUDGET PRIMITIF DU BUDGET EAU

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux membres de l'assemblée délibérante qu'il y a lieu de procéder, avant le vote du budget primitif 2022 du budget eau aux inscriptions de crédits en dépenses d'investissement.

En vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut, jusqu'à l'adoption du budget, et, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2021 s'élevaient à 554 772,63 € (déduction faite des remboursements d'emprunts s'élevant à 985,60 €), que le quart de ces crédits représente donc 138 693 €.

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir des crédits à certains articles budgétaires et opérations afin de permettre à l'exécutif, de liquider et de mandater des dépenses avant l'adoption du budget de l'exercice 2022.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater des dépenses sur les opérations suivantes :

OPERATION	ARTICLE	CREDITS OUVERTS 2022
OP 125 – Etudes divers travaux	203 – Frais d'études	5 000
OP 126 – Divers travaux	213 - Constructions	10 000
OP 127 – Divers travaux	213 - Constructions	10 000

Monsieur le maire propose aux élus d'émettre un avis favorable pour autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, émet un avis favorable pour autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

17. INSCRIPTIONS DE CREDITS EN DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE BUDGET PRIMITIF DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'il s'agit de pouvoir continuer à fonctionner pendant le premier quart de l'année en attendant le vote du budget 2022.

Monsieur le maire indique aux membres de l'assemblée délibérante qu'il y a lieu de procéder, avant le vote du budget primitif 2022 du budget principal aux inscriptions de crédits en dépenses d'investissement.

En vertu de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif peut, jusqu'à l'adoption du budget, et, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Constatant que les crédits ouverts en section d'investissement de l'exercice 2021 s'élevaient à 4 964 037,36 € (déduction faite des remboursements d'emprunts s'élevant à 591 012,84€), que le quart de ces crédits représente donc 1 241 009 €.

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir des crédits à certains articles budgétaires et opérations afin de permettre à l'exécutif, de liquider et de mandater des dépenses avant l'adoption du budget de l'exercice 2022.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater des dépenses sur les opérations suivantes :

OPERATION	ARTICLE	CREDITS OUVERTS 2022
OP 942 – Etudes divers travaux	2031 – Frais d'études	50 000
OP 943 – Divers matériels service technique	2188 – Autres immobilisations corporelles	50 000
OP 944 – Divers travaux courants	2135 – Installations générales, agencements, aménagements des constructions	50 000
OP 945 – Acquisitions véhicules	2182 – Matériel de transport	70 000
OP 946 – Travaux hygiène et sécurité	2135 – Installations générales, agencements, aménagements des constructions	20 000
OP 947 – Matériel et mobilier	2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	50 000
OP 948 – Divers travaux	2135 – Installations générales, agencements, aménagements des constructions	70 000

Monsieur le maire propose aux élus d'émettre un avis favorable pour autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, émet un avis favorable pour autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique à l'assemblée que la délibération suivante concerne LFBE et que cela a été évoquée en conseil d'administration de LFBE il y a quelques jours.

Monsieur le maire précise qu'il va donner lecture du contenu principal de cette délibération pour que tout le monde l'entende.

Il rappelle que Luchon forme et bien-être (LFBE) est une régie à personnalité morale et autonomie financière.

Son activité est industrielle et commerciale et elle est assujettie à la TVA.

C'est un établissement public local disposant d'une entière autonomie par rapport à la commune qui l'a créé.

La régie dispose d'organes distinct de ceux de la commune, un conseil d'administration qui dispose de l'essentiel des pouvoirs et un représentant légal et ordonnateur.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée qu'il n'y a pas pu y avoir d'ouverture ces deux dernières années suite aux mesures sanitaires imposées par l'ARS en lien avec la crise sanitaire du COVID.

18. LUCHON FORME ET BIEN-ETRE

Rapporteur : M. le maire

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article R.2221-17 ; Vu l'article L.1224-1 du Code du travail ;

Luchon Forme Bien Etre (LFBE) est une régie à personnalité morale et autonomie financière.

L'activité est « industrielle et commerciale » et assujettie à TVA.

C'est un établissement public local disposant d'une entière autonomie par rapport à la commune qui l'a créée. Ainsi, la régie dispose d'organes distincts de ceux de la commune : un conseil d'administration, qui dispose de l'essentiel des pouvoirs et un représentant légal et ordonnateur la direction.

Considérant que la trésorerie, 33.575 € au 8 décembre 2021, est suffisante pour payer les salaires de décembre ;

Considérant que, la régie est dans l'incapacité de rembourser à la commune les avances de trésorerie versées en 2020 de 250 000€ et 2021 pour 100 000€.

Considérant que des créances restent à recouvrer, principalement pour environ 50 000€ dans une procédure à l'encontre d'un ex-Directeur.

Considérant que des dettes court terme (TVA de mars 2021) sont à payer pour 32 000€.

Considérant que la régie disposerait toutefois d'un avoir de TVA pour 16 000€ et d'un avoir Urssaf de 16 000€.

Considérant en outre que les déficits annuels cumulés de l'établissement LFBE s'élève à près de 270 000€, qu'il n'y a pu avoir d'ouverture ces 2 dernières années suite aux mesures sanitaires imposées par l'ARS (COVID19).

Considérant que les travaux de rénovation et de réhabilitation des Thermes de Luchon pour un montant de 30 800 000€ HT qui débiteront en 2022 ne permettront pas de mettre en place une organisation de LFBE permettant de redresser la situation financière

Considérant que dès 2023, l'activité SPA de grande qualité sera développée au sein des Thermes de Luchon par la société délégataire du service public des Thermes de Luchon.

Considérant la saisine de Madame la Directrice de la régie, conformément à l'article R.2221 – 26 du Code Général des Collectivités Territoriales, de prendre toutes les mesures en vue de remédier à la situation en cause et de rendre compte des mesures prises en conseil d'administration ;

Considérant sa réponse et son compte rendu fait au conseil d'administration de la régie le 17 décembre 2021 ; la cessation de l'activité et la liquidation s'imposent ;

Considérant que la délibération du conseil municipal décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci. Les comptes sont arrêtés à cette date. L'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la commune. Le maire est chargé de procéder à la liquidation de la régie.

Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la régie, qui arrête les comptes. Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable.

Cette comptabilité est annexée à celle de la commune. Au terme des opérations de liquidation, la commune corrige ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire.

Monsieur FOURCADET demande si le passif de LFBE sera repris sur le budget 2021.

Monsieur le maire répond que ce sera repris sur le budget 2022.

Monsieur FERRE demande pourquoi le projet de fusion qui était en cours et qui avait été présenté et prévu pour le 01/01/2021, a-t-il été abandonné ?

Madame DANTES indique que, juridiquement, la liquidation entraîne fusion de l'actif.

Monsieur FERRE répond qu'il ne parle pas de la fusion de l'actif, il parle de la fusion en termes de statuts en créant une nouvelle régie qui aurait servi de support dans le cadre de la DSP.

Madame DANTES répond que cela revient au même.

Monsieur FERRE répond que cela ne revient pas au même concernant le volet social.

Madame DANTES précise que le droit du travail s'applique dans les deux cas et c'est au liquidateur d'étudier les possibilités de reprise, cela fait partie de sa fonction, comme dans une fusion.

Monsieur FERRE répond par la négative car les cadres d'emplois correspondaient à ceux de LFBE et il y a un certain nombre d'activités LFBE qui n'existent ni à la mairie ni aux thermes aujourd'hui donc monsieur FERRE souhaite savoir comment les agents seront remplacés.

Madame DANTES indique que rien n'a été changé à l'activité des thermes.

M. FERRE souligne que c'est vrai toutefois aujourd'hui, les thermes n'ont pas de vocation de remise en forme.

M. FERRE indique que le projet comprenait la création d'une nouvelle structure dans laquelle était prévu justement une activité « thermes » médicale et une activité « remise en forme » qui permettait ainsi une reprise des personnels.

Mme DANTES indique que parmi le personnel qu'il reste, il y a

- *3 hydro thérapeutes ce sont des fonctions qui existent aux thermes,*
- *1 maître-nageur, fonction qui existe aux thermes*
- *Des agents d'accueil, fonction qui existe aux thermes*
- *Des agents comptables, fonction qui existe aux thermes*

La problématique juridique de la fusion ou de la liquidation a exactement les mêmes conséquences juridiques.

Cela impose au liquidateur de vérifier et de trouver des postes si nécessaire.

Monsieur FERRE souhaite faire un complément sur l'activité de LFBE, les contrats de travail sur LFBE sont en CDI alors que l'activité des thermes est une activité saisonnière.

Monsieur le maire indique qu'il y a des CDI aux thermes.

Il y a des contrats CDIA et CD2IA sur les soins essentiellement cela permet de s'adapter à l'activité saisonnière et l'activité.

Les agents qui sont en permanence présents sont en CDI vraiment sur 12 mois et sur des fonctions support : technique, comptabilité.

Monsieur le maire indique que l'idée était de maintenir une activité de remise en forme et de faire en sorte qu'il y ait une activité pour ces agents tout au long de l'année.

Monsieur FERRE indique que l'autre question porte sur le fait qu'il n'y ait pas eu d'activité depuis deux ans au niveau de LFBE. Il précise que le COVID est certainement responsable pour partie mais que force est de constater que des établissements tout à fait comparables ont continué leur activité de remise en forme.

Monsieur le maire répond que c'est la configuration du bâtiment qui n'a pas permis à l'ARS d'autoriser l'ouverture de LFBE sur ces deux dernières années.

Le fait d'avoir des médecins à l'intérieur du bâtiment a donné des contraintes supplémentaires.

Monsieur FERRE souligne que dans son exemple il y a exactement les même contraintes et l'activité a été poursuivie.

Monsieur le maire répond à monsieur FERRE qu'il est dommage que dans ce cas, il ne l'ai pas dit avant peut-être, l'ARS aurait été sollicitée pour faire les modifications.

Monsieur FERRE précise qu'il veut bien être responsable de tout mais ne va pas faire le travail.

Monsieur le maire rappelle que c'est l'ARS qui est le moteur de l'ouverture et il assure l'assemblée que lui-même et son équipe se sont « battus comme des fous » pour que ça soit ouvert.

Monsieur FERRE expose au conseil municipal les raisons pour lesquelles lui et madame CAU s'abstiendront sur ce vote :

- *Pas de fusion*
- *Inquiétude pour le personnel.*

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire,

Le conseil municipal, après délibération, par 12 voix pour, 0 abstention et 2 voix contre (Mme CAU et M. FERRE), décide,

Article 1 : de prononcer la cessation de l'exploitation de la régie à personnalité morale et autonomie financière, Luchon Forme et Bien-Etre, au 31 décembre 2021.

Article 2 : de procéder à l'arrêté des comptes au 22/12/2021.

Article 3 : de charger Monsieur le Maire de procéder à la liquidation de la régie et de désigner par arrêté un liquidateur, dont il déterminera les pouvoirs.

Article 4 : de prononcer la reprise au budget communal du patrimoine (actif et passif).

CORRECTION D'ERREUR MATERIELLE

Certificat Administratif n° Cer-20210004

Transmis au contrôle de légalité et affiché en mairie le 29/12/2021.

Je soussigné Eric AZEMAR, Maire de la commune de Bagnères de Luchon, atteste qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la rédaction de la délibération n° DEL20210171 (transmise au contrôle de légalité par voie dématérialisée le 28/12/2021) :

La délibération stipule :

« Article 1 : de prononcer la cessation de l'exploitation de la régie à personnalité morale et autonomie financière, Luchon Forme et Bien-Etre, au 31 décembre 2021.

Article 2 : de procéder à l'arrêté des comptes au 22/12/2021. »

Il faut lire :

« Article 1 : de prononcer la cessation de l'exploitation de la régie à personnalité morale et autonomie financière, Luchon Forme et Bien Être au 22/12/2021.

Article 2 : de procéder à l'arrêté des comptes au 31/12/2021. »

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante que le golf aurait dû être depuis longtemps un budget annexe, il est réglementaire de créer un budget annexe du golf.

Afin de résumer pour le public, il s'agit d'identifier spécifiquement les activités « golf » de la mairie de Luchon et de régulariser « une erreur passée » sinon réglementaire afin de créer un budget annexe golf et ainsi de créer une régie à autonomie financière du golf

19. BUDGET ANNEXE GOLF

a. CREATION DU BUDGET ANNEXE « GOLF »

Rapporteur : M. le maire

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les activités de golf constituent un service public industriel et commercial, dont les activités doivent être retracées dans un budget annexe afin, notamment d'en apprécier la qualité du service dispensé et son coût ;

Considérant la création au 1^{er} janvier 2022 d'une régie à autonomie financière dénommée « golf », dont l'exploitation sera effective au 9 avril 2022 ;

Considérant que la dotation initiale de la régie sera fixée lors du vote du budget primitif intervenant le 9 avril 2022 ;

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire et après délibération, par 11 voix pour, 3 abstentions (M. FOURCADET, Mme CAU et M. FERRE) et 0 voix contre,

Le conseil municipal décide :

Article 1 : de créer un budget annexe « golf » au 1^{er} janvier 2022.

Article 2 : d'appliquer la nomenclature comptable M4 avec assujettissement à la TVA. Article 3 :

Monsieur le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

b. CREATION DE LA REGIE ANNEXE DU GOLF

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article R.2221-1 ;

Considérant que la commune est chargée de satisfaire aux différents besoins de sa population et qu'à ce titre elle est en charge de services publics locaux, qu'elle gère ou qu'elle contrôle dans le but de satisfaire l'intérêt général ;

Considérant que les activités de golf constituent un service public industriel et commercial, dont les activités doivent être retracées dans un budget annexe afin, notamment d'en apprécier la qualité du service dispensé et son coût ;

Considérant que le principe de libre administration des collectivités locales leur permet de choisir le mode de gestion de leurs services publics : aux côtés de la gestion directe ou déléguée, la création d'une régie à seule autonomie financière constitue un autre mode de gestion d'un service public. Dans la régie à seule autonomie financière, le service public reste intégré à la commune. La régie est un organisme individualisé mais qui ne dispose pas de personnalité morale propre. Néanmoins, ses recettes et ses dépenses sont individualisées dans un budget distinct, annexé à celui de la commune et elle dispose d'un organe de direction : le conseil d'exploitation. La création d'une telle régie entraîne une compétence résiduelle de la part de son conseil d'exploitation. En effet, l'essentiel des pouvoirs est ici conservé par le conseil municipal de la commune créatrice. L'ordonnateur de la régie en est le maire.

Monsieur le maire demande aux élus s'il y a des questions.

Monsieur FOURCADET demande s'il s'agit d'une activité déficitaire.

Monsieur le maire répond qu'il est justement intéressant de l'isoler dans un budget pour avoir une idée de ce que ça représente financièrement.

Madame DANTES précise qu'avec le compte administratif, un rapport d'activité sera présenté.

Madame CAU demande si le personnel qui travaille au golf est inclus avec une vraie comptabilité analytique.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FERRE indique que lui-même et madame CAU vont s'abstenir car ils découvrent les documents en séance qui sont conséquents et ne permettent pas d'appréhender pleinement le sujet, pas suffisamment pour pouvoir se prononcer de manière sincère.

Monsieur FERRE demande s'il y aura un recrutement en plus pour le poste de directeur ?

Madame DANTES répond par la négative, le directeur est en place et va devenir en plus le directeur du centre équestre.

Madame DANTES répond que la collectivité est dans une démarche d'optimisation de la masse salariale car il ne sera pas nécessaire de recruter au centre équestre.

Il y aura des recettes au centre équestre et il n'y aura pas la dépense du poste de directeur car il n'y a pas de recrutement.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire, après délibération par 11 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. FOURCADET, Mme CAU et M. FERRE),

Le conseil municipal décide :

Article 1 : de créer la régie du golf dotée de la seule autonomie financière, à compter du 1^{er} janvier 2022. Son exploitation en régie prendra effet le 1 avril 2022.

Article 2 : de fixer les statuts annexés à la présente délibération ; le montant de la dotation initiale sera quant à lui fixé lors avant le vote du budget primitif de la régie.

Article 3 : de fixer à 5 les membres du conseil d'exploitation, dont 3 pour la commune.

Article 4 : de désigner – sur proposition du Maire – les représentant(e)s suivant(e)s :

- Pour la commune :
 - M. Eric AZEMAR
 - M. Gilles TONIOLO
 - M. Michel LERAY
- Pour les représentants d'associations et / ou d'usagers :
 - M. Guillaume CASSE
 - Mme Odile CHAMPION CASES

Article 5 : Monsieur le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Statuts de la régie à autonomie financière du golf

Titre 1 : Dispositions générales Article1 -Création de la régie

La commune exerce l'activité de golf municipal.

Le conseil municipal du 22 décembre 2021 a décidé d'exploiter cette compétence sous forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière. Cette régie est constituée et exerce ses missions à partir du 1er janvier 2022.

Article 2 – Dénomination et siège de la régie

La régie nommée « golf » est constituée sous forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière. Son siège est situé à la mairie de Bagnères de Luchon, 23 Allée d'Etigny (31110). Il pourra être modifié sur décision du conseil municipal.

Article 3 – Objet de la régie

La régie a pour objet la gestion et l'exploitation du golf municipal. Ce service est un service à caractère industriel et commercial soumis à TVA. Les missions de la régie sont notamment :

- d'offrir aux pratiquants un terrain de jeu en bon état et de l'entretenir toute l'année
- développer l'activité GOLF sur Luchon pour le plus grand nombre
- Véhiculer l'image de Luchon au travers du golf.

Article 4 – Activités annexes

La régie est habilitée à accomplir toute opération et toute action dans les domaines technique, industriel et commercial des services aux particuliers et aux personnes morales, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet défini à l'article précédent des présents statuts, à condition que ces activités :

- a) soit le complément normal de son objet ;
- b) qu'elles demeurent accessoires par rapport aux prestations de service public exercées sur le périmètre d'intervention de la régie ;
- c) qu'elles bénéficient, techniquement et/ou financièrement, à la régie.

Titre 2 : Administration de la régie Article 5 – Représentation de la régie

Le Maire est le représentant légal de la régie et il en est l'ordonnateur, et à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses. Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du conseil municipal, et lui présente le budget et le compte administratif. Après autorisation ou délégation du conseil municipal, il intente au nom de la régie les actions en justice et défend la régie dans les actions intentées contre elle. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions.

Il peut, en outre, sans autorisation préalable du conseil municipal et sous réserve des attributions propres au comptable, faire tous actes conservatoires des droits de la régie. Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au Directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Article 6 – Composition du conseil d'exploitation

La régie est administrée par un conseil d'exploitation et un directeur, sous l'autorité du maire. Le conseil d'exploitation est composé de 5 membres avec voix délibérative :

- a) 3 membres issus du conseil municipal ;
- b) 2 membres issus d'associations et / ou de représentants d'usagers.

En application de l'article R. 2221-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, les représentants de la commune doivent détenir la majorité des sièges du conseil d'exploitation. Ces membres sont désignés par le conseil municipal, sur proposition du Maire.

Article 7 – Mandat des membres du conseil d'exploitation

Les membres du conseil d'exploitation sont nommés pour la durée du mandat du conseil municipal. Il est renouvelé à chaque renouvellement du conseil municipal. Le mandat d'un membre issu du conseil municipal prend fin de plein droit au terme de son mandat de conseiller municipal. Le mandat des représentants des usagers prend fin au terme du mandat du conseil municipal. Il prend également fin lorsqu'ils perdent leur qualité ayant motivé leur désignation. Il est alors procédé à la désignation d'un nouveau représentant à l'occasion du conseil municipal suivant, et le nouveau membre exerce son mandat pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du conseil municipal.

Sur proposition motivée du (de la) Président(e) du conseil d'exploitation, le conseil municipal pourra procéder au renouvellement d'un ou plusieurs membres au cours de son mandat. Le ou les nouveaux membres exercent leur mandat pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du conseil municipal. L'ensemble des dispositions précitées valent également en cas de démission, de décès ou toute incapacité légale des membres du conseil d'exploitation. Dans tous les cas, si la durée du mandat restant à courir est inférieure à 6 mois, le remplacement sera opéré à l'issue du renouvellement complet du conseil d'exploitation.

Article 8 – Election du Président et du Vice-Président

Sous la présidence du doyen d'âge, le conseil d'exploitation élit, en son sein, un Président(e), choisi parmi les membres issus du conseil municipal. Sous la présidence du (de la) Président(e) nouvellement élu(e), le conseil d'exploitation élit, en son sein, un(e) Vice-Président(e), choisi(e) parmi les membres issus du conseil municipal ou d'associations représentants les usagers.

Le (la) Vice-Président(e) est chargé(e) de suppléer le (la) Président(e) en cas d'empêchement de celui-ci dans toutes ses attributions. Les deux élections ont lieu au scrutin secret à deux tours et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu. La durée du mandat du (de la) Président(e) et du (de la) Vice-Président(e) suit un régime identique à celui des autres membres du conseil d'exploitation, telle qu'indiquée à l'article « Mandat des membres du conseil d'exploitation ».

Article 9 – Quorum – Représentation

Le conseil d'exploitation ne peut délibérer que lorsque la moitié de ses membres est présente. Si, après deux convocations successives, à au moins trois (3) jours francs d'intervalle, le quorum n'est pas atteint, les délibérations du conseil d'exploitation sont légalement valables quel que soit le nombre de membres présents. Les délibérations du conseil d'exploitation sont prises à la majorité absolue des membres présents et représentés. En cas de partage, et sauf cas de scrutin secret, la voix du (de la) Président(e) est prépondérante. Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est voté au scrutin secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, ou lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination (sauf unanimité des membres présents de ne pas procéder au scrutin secret). Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation. Tout membre du conseil, empêché d'assister à une réunion, peut donner procuration de vote, par écrit, à un autre membre du conseil de sa catégorie (élu ou association de consommateurs). Tout membre du conseil d'exploitation peut, au cours d'une séance à laquelle il a participé, établir un pouvoir au nom d'un collègue afin de se retirer avant la fin de la séance. Un même membre du conseil d'exploitation ne peut recevoir qu'une seule procuration. Les procurations attribuées aux membres du conseil sont données au (à la) Président(e) du conseil d'exploitation en début de séance ou en cours de séance en cas de procuration en cours de séance.

Le membre du conseil qui a donné pouvoir à un collègue peut se présenter en cours de séance et prendre part au vote, le mandat donné étant révocable à tout moment. Un pouvoir ne peut être valable que pour une séance donnée.

Article 10 – Déroulement des séances – Membres invités

Le conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois, sur convocation du (de la) Président(e) du conseil d'exploitation. Il peut, en outre, être réuni par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation chaque fois que celui-ci le juge utile ou sur la demande de la majorité de ses membres ou du Préfet. Toute convocation est faite par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation. Elle est adressée par tout moyen, y compris électronique, 5 jours francs avant la date de la réunion. La convocation précise les points de l'ordre du jour qui est arrêté par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation. Elle est accompagnée d'une note de présentation des différentes affaires en discussion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation jusqu'à 1 jour franc. Le (la) Président(e) du conseil d'exploitation en rend compte dès l'ouverture de la séance du conseil d'exploitation, qui se prononce définitivement sur l'urgence, et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie de l'ordre du jour à une séance ultérieure. Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques. S'il n'est pas membre du conseil d'exploitation, le Maire peut assister aux séances du conseil d'exploitation, avec voix consultative. Sauf lorsqu'ils sont personnellement intéressés par l'affaire en discussion, le Directeur de la régie, le directeur(trice) général(e) des services et les responsables de services de la commune, assistent aux séances du conseil d'exploitation, avec voix consultative. Peuvent également assister au conseil d'exploitation tout autre agent de la régie, ou tout agent de la commune, ou toute personne qualifiée concerné par l'ordre du jour et invité par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation, avec voix consultative. Ces personnes invitées ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président, et restent tenus à une obligation de réserve. Le conseil d'exploitation désigne en son sein un secrétaire de séance. Il assiste le (la) Président(e) du conseil d'exploitation pour la vérification du quorum et la validité des pouvoirs, pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal. Ces comptes rendus peuvent également faire l'objet de retransmissions intégrales issues de tout moyen d'enregistrement (sténotypie, enregistrement vocal, enregistrement vidéo, etc...).

Chaque procès-verbal est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au prochain procès-verbal. Un exemplaire du compte rendu de chaque séance du conseil d'exploitation est adressé au Maire.

Article 11 – Attribution du conseil d'exploitation

En application de l'article R2221-64 du code général des collectivités territoriales, le conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil municipal ne s'est pas réservé le pouvoir de décision, ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité ou par les présents statuts.

Il est rappelé les attributions du conseil municipal. Conformément à l'article R. 2221-72 du Code Général des Collectivités Territoriales, il :

- a) Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- b) Passe tous les marchés de la régie, après formalités prévues au Code de la Commande Publique et au règlement intérieur de passation des marchés publics de la commune ;
- c) Acquière et cède les biens immobiliers affectés à la régie ;
- d) Autorise le maire à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;
- e) Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes ;
- f) Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;

Outre les compétences qui lui sont reconnues à l'article R. 2221-72 du Code Général des Collectivités Territoriales, il :

- g) Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- h) Fixe les tarifs dus par les usagers de la régie.
- i) Autorise les activités annexes de la régie, selon l'article 4 des présents statuts.

Le conseil d'exploitation est consulté par le Maire sur les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie, et, en particulier, sur tous les sujets relatifs aux attributions du conseil municipal rappelées ci-avant. Le conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle. Il présente au Maire toute proposition utile, notamment pour améliorer la qualité de service aux usagers.

Article 12 – Attribution du Président du conseil d'exploitation Le (la) Président(e) du conseil

d'exploitation :

- a) arrête l'ordre du jour des réunions et procède à sa convocation ;
- b) dirige les débats et fait procéder aux votes ;
- c) dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix ;
- d) signe les procès-verbaux des séances ;
- e) s'assure, auprès du directeur, de l'exécution des délibérations du conseil d'exploitation.

Article 13 – Incompatibilités – Rémunération et frais

Les membres du conseil d'exploitation doivent jouir de leurs droits civils.

Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent pas :

- a) prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises travaillant pour la régie ;
- b) occuper une fonction dans ces entreprises ;

- c) assurer une prestation pour ces entreprises ;
- d) prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat, soit par le conseil municipal à la diligence du Maire, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Maire.

Les fonctions de membres du conseil d'exploitation ne peuvent donner lieu à aucune rémunération à ce titre. Les membres du conseil d'exploitation peuvent être remboursés des frais de déplacement ou de missions engagés sur ordre de mission signé du Maire ou de son représentant, dans les conditions définies à l'article R. 2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 14 – Nomination et cessation des fonctions du Directeur

Le Directeur de la régie est désigné par le conseil municipal, sur proposition du Maire, conformément à l'article L. 2221-24 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes. En ce cas, il est immédiatement remplacé. Les conditions générales d'emploi (qualifications professionnelles, niveau hiérarchique, durée, ...) et de rémunération du Directeur de la régie sont arrêtées par le conseil municipal sur proposition du Maire.

Article 15 – Attribution du Directeur de la régie

Le Directeur assure le fonctionnement de la régie. A cet effet, et conformément aux articles R. 2221-63, R. 2221-68 et R.2221-74 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- a) il prépare les décisions du conseil municipal (délibérations, budget, rapport annuel, etc...), et s'assure des mesures nécessaires à leur exécution ;
- b) il exerce la direction de l'ensemble des services de la régie ;
- c) il signe tout acte et correspondance relatifs à l'application des règlements de service ;
- d) il encadre le personnel de la régie (gestion des évaluations professionnelles, propositions d'avancement, gestion de la formation en lien avec le service Ressources Humaines, proposition de mesures disciplinaires, mise en œuvre des mesures conservatoires, et toute proposition relative à la gestion des emplois) ;

Le Directeur pourra également être Directeur de la régie « centre équestre ».

Le Directeur rend compte, à chaque séance du conseil d'exploitation, du fonctionnement et des actions de la régie, notamment en termes de relation avec les usagers, de performance, de ressources humaines et de dépenses de travaux.

Article 16 – Incompatibilités

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat de sénateur, député, conseiller régional, conseiller départemental, conseiller communautaire ou conseiller municipal.

Elles sont également incompatibles avec celles de membre du conseil d'exploitation. Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises travaillant pour le compte de la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte. En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par le Maire, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

Titre 3 : Organisation financière et comptable Article 17 – Nomination

En application de l'article R.2221-76 du Code Général des Collectivités Territoriales, les fonctions de comptable de la régie sont remplies par le comptable public de la commune, ou par un agent comptable par délibération du conseil municipal après avis du conseil d'exploitation et du directeur départemental des finances publiques.

Article 18 – Conditions d'exercice des fonctions

Le comptable de la commune assure le fonctionnement des services de la comptabilité de la régie avec l'aide du personnel nécessaire. Il est soumis, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics, notamment pour sa gestion ou pour la sincérité des écritures. Sa gestion est soumise aux contrôles prévus par la loi, notamment celui exercé par la chambre régionale des comptes. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents qu'il constitue ses fondés de pouvoir par une procuration régulière. En particulier, et notamment dans un souci de qualité de service aux usagers de la régie, il peut être institué une régie d'avances et de recettes pour tout ou partie des encaissements et des dépenses de la régie.

Article 19 – Relations avec la régie

Le comptable de la commune tient la comptabilité générale de la régie, ainsi que, le cas échéant et sous l'autorité du Directeur, la comptabilité analytique. Le Directeur, ainsi que le Maire, peuvent prendre connaissance à tout moment, auprès du comptable, des pièces justificatives des recettes et des dépenses et des registres de comptabilité.

Article 20 – Règles comptables

La régie est soumise aux règles de la comptabilité publique. Sa comptabilité est tenue dans les conditions définies par les instructions budgétaires et comptables M4 arrêtées conjointement par le ministre chargé des collectivités locales et le ministre chargé du budget.

Article 21 – Dotation initiale

La dotation initiale de la régie, dont le montant est fixé par délibération spéciale du conseil municipal, représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la commune, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves.

Article 22 – Dépôt de fonds

Sous réserve de l'autorisation expresse du directeur département des finances publiques, les fonds de la régie sont déposés à la Poste ou dans un établissement de crédit agréé en vertu des dispositions applicables dans les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen. A défaut, les fonds de la régie sont déposés auprès de l'Etat.

Article 23 – Préparation et présentation du budget

Les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la régie font l'objet d'un budget annexe distinct du budget de la commune. Le budget prévisionnel de la régie pour l'exercice comptable suivant celui en exécution est préparé par le Directeur, par application de l'article R. 2221- 68 du Code Général des Collectivités Territoriales. La présentation du budget, les produits et charges des sections d'exploitation et d'investissement sont détaillés au Code Général des Collectivités Territoriales (articles R. 2221-84 à R. 2221-88).

Article 25 – Clôture budgétaire et compte de fin d'exercice

Les crédits budgétaires de la section d'exploitation du budget non engagés à la clôture de l'exercice ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant. Les dépenses de la section d'exploitation régulièrement engagées, non mandatées, sont notifiées par le Directeur au comptable afin d'être rattachées à l'exercice qui s'achève. Les crédits budgétaires de la section d'investissement du budget régulièrement engagés et correspondant à des dépenses non mandatées sont notifiés par le Directeur au comptable et inscrits au budget de l'exercice suivant. Le compte de fin d'exercice est établi conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (articles R. 2221-91 à R. 2221- 94). Indépendamment des comptes, un relevé provisoire des résultats de l'exploitation est arrêté tous les six mois par le directeur, soumis pour avis au conseil d'exploitation, et présenté par le Maire au conseil municipal. Lorsqu'il résulte de ce relevé que l'exploitation est en déficit, le conseil municipal est immédiatement invité par le Maire à prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre soit en modifiant les tarifs ou les prix de vente, soit en réalisant des économies dans l'organisation des services.

Titre 4 : Dispositions diverses

Article 27 – Modification des statuts

Les présents statuts sont annexés à la délibération du conseil municipal en approuvant les termes. Ils peuvent être modifiés par délibération du conseil municipal, à la demande du Maire ou du (de la) Président(e) du conseil d'exploitation. Pour tout ce qui concerne les règles de fonctionnement, la régie est soumise, en dehors de ses propres statuts, aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les régies à simple autonomie financière chargées de la gestion des services publics industriels et commerciaux.

Article 28 – Fin de la régie

L'exploitation de la régie prend fin en vertu d'une délibération du conseil municipal. La délibération du conseil municipal décidant de mettre fin à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations. Les comptes sont arrêtés à cette date. Le Maire est chargé de procéder à la liquidation de la régie et désigne, à cet effet, un liquidateur dont il précise les pouvoirs.

Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la commune. Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris dans les comptes de la commune, par délibération du conseil municipal.

Monsieur le maire présente la délibération

Il rappelle aux élus que la DSP qui avait été engagée n'a pu être menée à terme sur les conseils du contrôleur des fraudes.

Monsieur le maire précise que le centre équestre est déficitaire il est géré par une association qui reçoit une subvention de la ville de 10000€, sans cette subvention le centre équestre ne pourrait pas fonctionner.

L'association a décidé de ne plus continuer et de se dissoudre.

Le but est de conserver et optimiser les activités du centre équestre, faire en sorte que cette activité soit rentable ;

Etant donné qu'il n'est pas question de ne pas avoir cette activité et que la dissolution de l'association va prendre du temps il convient d'ores et déjà de délibérer.

Il est donc proposé la création d'une régie autonome financière pour le centre équestre de manière à bien identifier via un budget annexe spécifique qui permettra de suivre au fil du temps le résultat et l'évolution du centre équestre.

Monsieur le maire précise que les statuts sont des statuts classiques.

20. BUDGET ANNEXE « ACTIVITES EQUESTRE »

a. CREATION DU BUDGET ANNEXE « CENTRE EQUESTRE »

Rapporteur : M. le maire

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les activités de centre équestre constituent un service public industriel et commercial, dont les activités doivent être retracées dans un budget annexe afin, notamment d'en apprécier la qualité du service dispensé et son coût ;

Considérant la création au 1^{er} janvier 2022 d'une régie à autonomie financière dénommée « centre équestre », dont l'exploitation sera effective dès la dissolution effective de l'association gestionnaire ;

Considérant que la dotation initiale de la régie sera fixée lors du vote du budget primitif intervenant le 9 avril 2022 ;

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire,

Le conseil municipal, après délibération par 11 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. FOURCADET, Mme CAU et M. FERRE), décide :

Article 1 : de créer un budget annexe « centre équestre » au 1^{er} janvier 2022.

Article 2 : d'appliquer la nomenclature comptable M4 avec assujettissement à la TVA.

Article 3 : Monsieur le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

b. CREATION DE LA REGIE A AUTONOMIE FINANCIERE DU CENTRE EQUESTRE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article R.2221-1 ;

Considérant que la commune est chargée de satisfaire aux différents besoins de sa population et qu'à ce titre elle est en charge de services publics locaux, qu'elle gère ou qu'elle contrôle dans le but de satisfaire l'intérêt général ;

Considérant que grâce à sa situation géographique à l'entrée de ville et à son environnement naturel, le centre équestre de Luchon est un équipement phare de la Ville qui contribue fortement à l'attractivité du Territoire.

Considérant que depuis toujours, la Ville de Luchon a soutenu l'activité équestre au travers l'association qui gère l'activité équestre et qui accueille plus de 100 cavaliers pour des cours avec poneys, chevaux, pour les pensions de chevaux de propriétaires, pour des balades et randonnées en montagne, pour des concours d'équitation.

Une analyse des licenciés de la saison 2021/2022 montre que la provenance des cavaliers du centre équestre est très diversifiée et se répartit sur 39 communes différentes d'une part, de la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises et d'autre part, d'autres communes.

La qualité des infrastructures et des prestations proposées par le centre équestre luchonnais sont reconnues par la Fédération Française d'Equitation qui a attribué à l'équipement à plusieurs reprises des labels « qualité ».

Considérant que par convention d'objectifs signée avec la commune l'association Luchon Pyrénées Equitation (APLE) gère les activités équestres de Bagnères de Luchon et alentours.

Considérant le souhait formulé par l'association de se dissoudre.

Considérant que la dissolution d'une association entraîne la liquidation et la transmission du patrimoine de l'association. Les biens de l'association sont transmis conformément aux statuts. Les règles de liquidation et de transmission des biens sont librement fixées par les statuts.

Ils peuvent prévoir que ce soient les dirigeants qui assurent la liquidation de l'association.

En cas de dissolution volontaire, si les statuts n'ont pas prévu les conditions de liquidation et de transmission des biens, l'assemblée générale peut les fixer. Elle ne peut pas attribuer aux membres une part quelconque des biens de l'association, en dehors de la reprise des apports.

En l'absence de disposition statutaire et de décision de l'assemblée générale, toute personne y ayant intérêt peut saisir le Procureur de la République pour qu'il demande au tribunal de nommer un curateur. Le curateur convoquera l'assemblée générale pour qu'elle statue sur la transmission des biens.

Les liquidateurs désignés par les statuts, ou par l'assemblée générale convoquée par le curateur, ont les missions suivantes :

- Récupérer auprès des débiteurs les sommes dues à l'association (la dissolution rendant exigibles les créances qui ne l'étaient pas encore) ;
- Payer les dettes (si nécessaire en vendant tout ou partie du patrimoine de l'association) ;
- Résilier les contrats ;
- Licencier les salariés (la cessation d'activité de l'association constitue un motif de licenciement économique)
- Si nécessaire, informer l'administration fiscale et les organismes sociaux.

Considérant qu'une fois les créances récupérées, les dettes payées et les apports éventuellement restitués, il reste un patrimoine (appelé bonus de liquidation) à transmettre. Celui-ci peut être transmis conformément aux statuts ou, en l'absence de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale.

Il peut ainsi être transmis aux personnes morales suivantes :

- Une ou plusieurs autres associations ;
- Une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement d'intérêt public ;
- Une fondation, un fonds de dotation, un syndicat, une société, un groupement d'intérêt économique. L'article L.1224-3 du code du travail impose à la collectivité qui s'engage dans la procédure de reprise en régie d'intégrer dans son personnel les salariés de l'association.

Considérant que la commune a manifesté le principe de la reprise de la gestion de l'activité concernée

en régie. La municipalisation de l'association suppose que celle-ci, à travers ses organes sociaux, décide de la cessation de ses activités qui doit également donner lieu tant à une déclaration en préfecture qu'à une publication au Journal Officiel.

Statuts de la régie à autonomie financière du centre équestre

Titre 1 Dispositions générales Article 1 – Création de la régie

La commune exerce l'activité de centre équestre.

Le conseil municipal du 22 décembre 2021 a décidé d'exploiter cette compétence sous forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière. Cette régie est constituée et exerce ses missions à de la liquidation de l'association gestionnaire.

Article 2 – Dénomination et siège de la régie

La régie nommée « centre équestre » est constituée sous forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière. Son siège est situé à la mairie de Bagnères de Luchon, 23 Allée d'Etigny (31110). Il pourra être modifié sur décision du conseil municipal.

Article 3 – Objet de la régie

La régie a pour objet la gestion et l'exploitation du centre équestre municipal. Ce service est un service à caractère industriel et commercial soumis à TVA. Les missions de la régie sont notamment :

- Favoriser et développer l'accès des jeunes de la vallée de Luchon aux activités et installations équestres de Bagnères de Luchon.
- Développer et promouvoir les activités équestres de sport, d'éducation par le cheval et de loisirs équestres dans la vallée de Luchon.

Article 4 – Activités annexes

La régie est habilitée à accomplir toute opération et toute action dans les domaines technique, industriel et commercial des services aux particuliers et aux personnes morales, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet défini à l'article précédent des présents statuts, à condition que ces activités :

- a) soit le complément normal de son objet ;
- b) qu'elles demeurent accessoires par rapport aux prestations de service public exercées sur le périmètre d'intervention de la régie ;
- c) qu'elles bénéficient, techniquement et/ou financièrement, à la régie.

Titre 2 : Administration de la régie Article 5 – Représentation de la régie

Le Maire est le représentant légal de la régie et il en est l'ordonnateur, et à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses. Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du conseil municipal, et lui présente le budget et le compte administratif. Après autorisation ou délégation du conseil municipal, il intente au nom de la régie les actions en justice et défend la régie dans les actions intentées contre elle. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions. Il peut, en outre, sans autorisation préalable du conseil municipal et sous réserve des attributions propres au comptable, faire tous actes conservatoires des droits de la régie. Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au Directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Article 6 – Composition du conseil d'exploitation

La régie est administrée par un conseil d'exploitation et un directeur, sous l'autorité du maire. Le conseil d'exploitation est composé de 5 membres avec voix délibérative :

- a) 3 membres issus du conseil municipal ;
- b) 2 membres issus d'associations et / ou de représentants d'usagers.

En application de l'article R. 2221-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, les représentants de la commune doivent détenir la majorité des sièges du conseil d'exploitation. Ces membres sont désignés par le conseil municipal, sur proposition du Maire.

Article 7 – Mandat des membres du conseil d'exploitation

Les membres du conseil d'exploitation sont nommés pour la durée du mandat du conseil municipal. Il est renouvelé à chaque renouvellement du conseil municipal. Le mandat d'un membre issu du conseil municipal prend fin de plein droit au terme de son mandat de conseiller municipal. Le mandat des représentants des usagers prend fin au terme du mandat du conseil municipal. Il prend également fin lorsqu'ils perdent leur qualité ayant motivé leur désignation. Il est alors procédé à la désignation d'un nouveau représentant à l'occasion du conseil municipal suivant, et le nouveau membre exerce son mandat pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du conseil municipal.

Sur proposition motivée du (de la) Président(e) du conseil d'exploitation, le conseil municipal pourra procéder au renouvellement d'un ou plusieurs membres au cours de son mandat. Le ou les nouveaux membres exercent leur mandat pour la durée restant à courir jusqu'au renouvellement du conseil municipal. L'ensemble des dispositions précitées valent également en cas de démission, de décès ou toute incapacité légale des membres du conseil d'exploitation. Dans tous les cas, si la durée du mandat restant à courir est inférieure à 6 mois, le remplacement sera opéré à l'issue du renouvellement complet du conseil d'exploitation.

Article 8 – Election du Président et du Vice-Président

Sous la présidence du doyen d'âge, le conseil d'exploitation élit, en son sein, un Président(e), choisi parmi les membres issus du conseil municipal. Sous la présidence du (de la) Président(e) nouvellement élu(e), le conseil d'exploitation élit, en son sein, un(e) Vice-Président(e), choisi(e) parmi les membres issus du conseil municipal ou d'associations représentants les usagers.

Le (la) Vice-Président(e) est chargé(e) de suppléer le (la) Président(e) en cas d'empêchement de celui-ci dans toutes ses attributions. Les deux élections ont lieu au scrutin secret à deux tours et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu. La durée du mandat du (de la) Président(e) et du (de la) Vice-Président(e) suit un régime identique à celui des autres membres du conseil d'exploitation, telle qu'indiqué à l'article « Mandat des membres du conseil d'exploitation ».

Article 9 – Quorum – Représentation

Le conseil d'exploitation ne peut délibérer que lorsque la moitié de ses membres est présente. Si, après deux convocations successives, à au moins trois (3) jours francs d'intervalle, le quorum n'est pas atteint, les délibérations du conseil d'exploitation sont légalement valables quel que soit le nombre de membres présents. Les délibérations du conseil d'exploitation sont prises à la majorité absolue des membres présents et représentés. En cas de partage, et sauf cas de scrutin secret, la voix du (de la) Président(e) est prépondérante. Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est voté au scrutin secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, ou lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination (sauf unanimité des membres présents de ne pas procéder au scrutin secret). Les délibérations sont inscrites par ordre de date

sur un registre coté et paraphé par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation. Tout membre du conseil, empêché d'assister à une réunion, peut donner procuration de vote, par écrit, à un autre membre du conseil de sa catégorie (élu ou association de consommateurs). Tout membre du conseil d'exploitation peut, au cours d'une séance à laquelle il a participé, établir un pouvoir au nom d'un collègue afin de se retirer avant la fin de la séance. Un même membre du conseil d'exploitation ne peut recevoir qu'une seule procuration. Les procurations attribuées aux membres du conseil sont données au (à la) Président(e) du conseil d'exploitation en début de séance ou en cours de séance en cas de procuration en cours de séance. Le membre du conseil qui a donné pouvoir à un collègue peut se présenter en cours de séance et prendre part au vote, le mandat donné étant révocable à tout moment. Un pouvoir ne peut être valable que pour une séance donnée.

Article 10 – Déroulement des séances – Membres invités

Le conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois, sur convocation du (de la) Président(e) du conseil d'exploitation. Il peut, en outre, être réuni par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation chaque fois que celui-ci le juge utile ou sur la demande de la majorité de ses membres ou du Préfet. Toute convocation est faite par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation. Elle est adressée par tout moyen, y compris électronique, 5 jours francs avant la date de la réunion. La convocation précise les points de l'ordre du jour qui est arrêté par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation. Elle est accompagnée d'une note de présentation des différentes affaires en discussion. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation jusqu'à 1 jour franc. Le (la) Président(e) du conseil d'exploitation en rend compte dès l'ouverture de la séance du conseil d'exploitation, qui se prononce définitivement sur l'urgence, et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie de l'ordre du jour à une séance ultérieure. Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques. S'il n'est pas membre du conseil d'exploitation, le Maire peut assister aux séances du conseil d'exploitation, avec voix consultative. Sauf lorsqu'ils sont personnellement intéressés par l'affaire en discussion, le Directeur de la régie, le directeur(trice) général(e) des services et les responsables de services de la commune, assistent aux séances du conseil d'exploitation, avec voix consultative. Peuvent également assister au conseil d'exploitation tout autre agent de la régie, ou tout agent de la commune, ou toute personne qualifiée concerné par l'ordre du jour et invité par le (la) Président(e) du conseil d'exploitation, avec voix consultative. Ces personnes invitées ne prennent la parole que sur invitation expresse du Président, et restent tenus à une obligation de réserve. Le conseil d'exploitation désigne en son sein un secrétaire de séance. Il assiste le (la) Président(e) du conseil d'exploitation pour la vérification du quorum et la validité des pouvoirs, pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

Ces comptes rendus peuvent également faire l'objet de retransmissions intégrales issues de tout moyen d'enregistrement (sténotypie, enregistrement vocal, enregistrement vidéo, etc...). Chaque procès-verbal est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au prochain procès-verbal. Un exemplaire du compte rendu de chaque séance du conseil d'exploitation est adressé au Maire.

Article 11 – Attribution du conseil d'exploitation

En application de l'article R2221-64 du code général des collectivités territoriales, le conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil municipal ne s'est pas réservé le pouvoir de décision, ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité ou par les présents statuts.

Il est rappelé les attributions du conseil municipal. Conformément à l'article R. 2221-72 du Code Général des Collectivités Territoriales, il :

- a) Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;
- b) Passe tous les marchés de la régie, après formalités prévues au Code de la Commande Publique et au règlement intérieur de passation des marchés publics de la commune ;
- c) Acquière et cède les biens immobiliers affectés à la régie ;
- d) Autorise le maire à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;
- e) Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes ;
- f) Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;

Outre les compétences qui lui sont reconnues à l'article R. 2221-72 du Code Général des Collectivités Territoriales, il :

- g) Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- h) Fixe les tarifs dus par les usagers de la régie.
- i) Autorise les activités annexes de la régie, selon l'article 4 des présents statuts.

Le conseil d'exploitation est consulté par le Maire sur les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie, et, en particulier, sur tous les sujets relatifs aux attributions du conseil municipal rappelées ci-avant. Le conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle. Il présente au Maire toute proposition utile, notamment pour améliorer la qualité de service aux usagers.

Article 12 – Attribution du Président du conseil d'exploitation Le (la) Président(e) du conseil d'exploitation :

- a) arrête l'ordre du jour des réunions et procède à sa convocation ;
- b) dirige les débats et fait procéder aux votes ;
- c) dispose d'une voix prépondérante en cas de partage des voix ;
- d) signe les procès-verbaux des séances ;
- e) s'assure, auprès du directeur, de l'exécution des délibérations du conseil d'exploitation.

Article 13 – Incompatibilités – Rémunération et frais

Les membres du conseil d'exploitation doivent jouir de leurs droits civils. Les membres du conseil d'exploitation ne peuvent pas :

- a) prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises travaillant pour la régie ;
- b) occuper une fonction dans ces entreprises ;
- c) assurer une prestation pour ces entreprises ;
- d) prêter leur concours à titre onéreux à la régie.
- e)

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat, soit par le conseil municipal à la diligence du Maire, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Maire.

Les fonctions de membres du conseil d'exploitation ne peuvent donner lieu à aucune rémunération à ce titre. Les membres du conseil d'exploitation peuvent être remboursés des frais de déplacement ou de missions engagés sur ordre de mission signé du Maire ou de son représentant, dans les conditions définies à l'article R. 2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 14 – Nomination et cessation des fonctions du Directeur

Le Directeur de la régie est désigné par le conseil municipal, sur proposition du Maire, conformément à l'article L. 2221-24 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes. En ce cas, il est immédiatement remplacé.

Article 15 – Attribution du Directeur de la régie

Le Directeur assure le fonctionnement de la régie. A cet effet, et conformément aux articles R. 2221- 63, R. 2221-68 et R.2221-74 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- a) il prépare les décisions du conseil municipal (délibérations, budget, rapport annuel, etc...), et s'assure des mesures nécessaires à leur exécution ;
- b) il exerce la direction de l'ensemble des services de la régie ;
- c) il signe tout acte et correspondance relatifs à l'application des règlements de service ;
- d) il encadre le personnel de la régie (gestion des évaluations professionnelles, propositions d'avancement, gestion de la formation en lien avec le service Ressources Humaines, proposition de mesures disciplinaires, mise en œuvre des mesures conservatoires, et toute proposition relative à la gestion des emplois) ;

Le Directeur pourra également être Directeur de la régie « golf ».

Le Directeur rend compte, à chaque séance du conseil d'exploitation, du fonctionnement et des actions de la régie, notamment en termes de relation avec les usagers, de performance, de ressources humaines et de dépenses de travaux.

Article 16 – Incompatibilités

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat de sénateur, député, conseiller régional, conseiller départemental, conseiller communautaire ou conseiller municipal.

Elles sont également incompatibles avec celles de membre du conseil d'exploitation. Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises travaillant pour le compte de la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte. En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par le Maire, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

Titre 3 : Organisation financière et comptable Article 17 – Nomination

En application de l'article R.2221-76 du Code Général des Collectivités Territoriales, les fonctions de comptable de la régie sont remplies par le comptable public de la commune, ou par un agent comptable par délibération du conseil municipal après avis du conseil d'exploitation et du directeur départemental des finances publiques.

Article 18 – Conditions d'exercice des fonctions

Le comptable de la commune assure le fonctionnement des services de la comptabilité de la régie avec l'aide du personnel nécessaire. Il est soumis, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics, notamment pour sa gestion ou pour la sincérité des écritures. Sa gestion est soumise aux contrôles prévus par la loi, notamment celui exercé par la chambre régionale des comptes. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents qu'il constitue ses fondés de pouvoir par une procuration régulière. En particulier, et notamment dans un souci de qualité de service aux usagers de la régie, il peut être institué une régie d'avances et de recettes pour tout ou partie des encaissements et des dépenses de la régie.

Article 19 – Relations avec la régie

Le comptable de la commune tient la comptabilité générale de la régie, ainsi que, le cas échéant et sous l'autorité du Directeur, la comptabilité analytique. Le Directeur, ainsi que le Maire, peuvent prendre connaissance à tout moment, auprès du comptable, des pièces justificatives des recettes et des dépenses et des registres de comptabilité.

Article 20 – Règles comptables

La régie est soumise aux règles de la comptabilité publique. Sa comptabilité est tenue dans les conditions définies par les instructions budgétaires et comptables M4 arrêtées conjointement par le ministre chargé des collectivités locales et le ministre chargé du budget.

Article 21 – Dotation initiale

La dotation initiale de la régie, dont le montant est fixé par délibération spéciale du conseil municipal, représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la commune, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale. La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves.

Article 22 – Dépôt de fonds

Sous réserve de l'autorisation expresse du directeur département des finances publiques, les fonds de la régie sont déposés à la Poste ou dans un établissement de crédit agréé en vertu des dispositions applicables dans les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen. A défaut, les fonds de la régie sont déposés auprès de l'Etat.

Article 23 – Préparation et présentation du budget

Les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la régie font l'objet d'un budget annexe distinct du budget de la commune. Le budget prévisionnel de la régie pour l'exercice comptable suivant celui en exécution est préparé par le Directeur, par application de l'article R. 2221-68 du Code Général des Collectivités Territoriales. La présentation du budget, les produits et charges des sections d'exploitation et d'investissement sont détaillés au Code Général des Collectivités Territoriales (articles R. 2221-84 à R. 2221-88).

Article 25 – Clôture budgétaire et compte de fin d'exercice

Les crédits budgétaires de la section d'exploitation du budget non engagés à la clôture de l'exercice ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant. Les dépenses de la section d'exploitation régulièrement engagées, non mandatées, sont notifiées par le Directeur au comptable afin d'être rattachées à l'exercice qui s'achève. Les crédits budgétaires de la section d'investissement du budget régulièrement engagés et correspondant à des dépenses non mandatées sont notifiés par le Directeur au comptable et inscrits au budget de l'exercice suivant. Le compte de fin d'exercice est établi conformément au Code Général des

Collectivités Territoriales (articles R. 2221-91 à R. 2221-94). Indépendamment des comptes, un relevé provisoire des résultats de l'exploitation est arrêté tous les six mois par le directeur, soumis pour avis au conseil d'exploitation, et présenté par le Maire au conseil municipal. Lorsqu'il résulte de ce relevé que l'exploitation est en déficit, le conseil municipal est immédiatement invité par le Maire à prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre soit en modifiant les tarifs ou les prix de vente, soit en réalisant des économies dans l'organisation des services.

Titre 4 : Dispositions diverses

Article 27 – Modification des statuts

Les présents statuts sont annexés à la délibération du conseil municipal en approuvant les termes. Ils peuvent être modifiés par délibération du conseil municipal, à la demande du Maire ou du (de la) Président(e) du conseil d'exploitation. Pour tout ce qui concerne les règles de fonctionnement, la régie est soumise, en dehors de ses propres statuts, aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les régies à simple autonomie financière chargées de la gestion des services publics industriels et commerciaux.

Article 28 – Fin de la régie

L'exploitation de la régie prend fin en vertu d'une délibération du conseil municipal. La délibération du conseil municipal décidant de mettre fin à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations. Les comptes sont arrêtés à cette date. Le Maire est chargé de procéder à la liquidation de la régie et désigne, à cet effet, un liquidateur dont il précise les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la commune. Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif sont repris dans les comptes de la commune, par délibération du conseil municipal.

c. CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA COMMUNE ET L'ASSOCIATION LUCHON PYRENEES EQUITATION (APLE)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la convention d'objectifs approuvée en séance du conseil municipal du 07/11/2014 entre la commune et l'association Luchon Pyrénées Equitation (APLE) ; Considérant le souhait formulé par l'association de se dissoudre ;

Considérant que la dissolution d'une association entraîne la liquidation et la transmission du patrimoine de l'association. Les biens de l'association sont transmis conformément aux statuts. Les règles de liquidation et de transmission des biens sont librement fixées par les statuts.

Ils peuvent prévoir que ce soient les dirigeants qui assurent la liquidation de l'association.

En cas de dissolution volontaire, si les statuts n'ont pas prévu les conditions de liquidation et de transmission des biens, l'assemblée générale peut les fixer. Elle ne peut pas attribuer aux membres une part quelconque des biens de l'association, en dehors de la reprise des apports.

En l'absence de disposition statutaire et de décision de l'assemblée générale, toute personne y ayant intérêt peut saisir le Procureur de la République pour qu'il demande au tribunal de nommer un curateur. Le curateur convoquera l'assemblée générale pour qu'elle statue sur la transmission des biens.

Les liquidateurs désignés par les statuts, ou par l'assemblée générale convoquée par le curateur, ont les missions suivantes :

- Récupérer auprès des débiteurs les sommes dues à l'association (la dissolution rendant exigibles les créances qui ne l'étaient pas encore) ;
- Payer les dettes (si nécessaire en vendant tout ou partie du patrimoine de l'association) ;
- Résilier les contrats ;
- Licencier les salariés (la cessation d'activité de l'association constitue un motif de licenciement économique)
- Si nécessaire, informer l'administration fiscale et les organismes sociaux.

Considérant qu'une fois les créances récupérées, les dettes payées et les apports éventuellement restitués, il reste un patrimoine (appelé bonus de liquidation) à transmettre. Celui-ci peut être transmis conformément aux statuts ou, en l'absence de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale.

Il peut ainsi être transmis aux personnes morales suivantes :

- Une ou plusieurs autres associations ;
- Une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement d'intérêt public ;
- Une fondation, un fonds de dotation, un syndicat, une société, un groupement d'intérêt économique. L'article L.1224-3 du code du travail impose à la collectivité qui s'engage dans la procédure de reprise en régie d'intégrer les salariés dont le contrat se poursuit postérieurement à la fin de l'association dans son effectif.

Considérant que la commune a manifesté le principe de la reprise de la gestion de l'activité concernée en régie.

La municipalisation de l'association suppose que celle-ci, à travers ses organes sociaux, décide de la cessation de ses activités qui doit également donner lieu tant à une déclaration en préfecture qu'à une publication au Journal Officiel ;

Monsieur FOURCADET demande quel est l' élu qui va s'investir dans ces deux régies ?

Monsieur le maire indique que ce sera aux élus désignés de décider entre eux qui sera le plus investi.

Il rappelle qu'il y a des élus différents pour le golf et des élus pour le centre équestre.

Il y a un conseil d'administration.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire,

Le conseil municipal, après délibération, par 11 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. FOURCADET, Mme CAU et M. FERRE) décide :

Article 1 : de proroger la convention d'objectifs avec l'association APLE jusqu'au 9 avril 2022, le temps de sa liquidation.

Article 2 : d'autoriser monsieur le maire à signer la convention.

Article 3 : Monsieur le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

21. TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES, LIMITATION DE L'EXONERATION DE DEUX ANS EN FAVEUR DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES A USAGE D'HABITATION

Supprimée.

Monsieur le maire présente la délibération.

Monsieur le maire précise que cette délibération est prise à la demande de la trésorière qui demande des précisions sur les subventions versées par la mairie au CCAS.

la rédaction que nous avons adopté le 28 décembre 2020 me paraît pas claire à Madame la trésorière, l'article 8 qui concerne principalement les/la requête de Madame la trésorière. Elle demande de modifier à l'intérieur de cet article deux éléments :

- supprimer la phrase « la majoration exceptionnelle 2020 pourra venir en minoration de la subvention globale de l'année 2021 »

Elle propose au Conseil de remplacer dans la ligne suivante :

- **« Par acomptes mensuels de 10000€ »**
par
- **« Par acompte à la demande du CCAS ».**

22. MODIFICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION 2021 AU CCAS

Rapporteur : M. le maire

Par délibération du 28 décembre 2020 N° DEL20200204, le conseil municipal a décidé d'autoriser la convention entre la commune et le CCAS dont l'article 8 était ainsi rédigé :

Article 8: MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

La Commune verse :

- Une subvention globale annuelle de 155 000 Euros. Cette somme incluant le transport aux personnes (ex: S.I.T.P.A.).
Le montant annuel de la subvention est réévalué chaque année et le montant qui fait foi est celui arrêté par le Conseil Municipal lors du vote du budget:
 - o Evaluation budgétaire circonstanciée : compte-rendu financier, compte-rendu quantitatif et qualitatif de son activité.
 - o Ainsi, le conseil municipal du 14 septembre 2020 a décidé d'attribuer une majoration exceptionnelle de 153 000€ soit un total de 308 000€ pour l'année 2020.
- La majoration exceptionnelle 2020 pourra venir en minoration de la subvention globale de l'année 2021.
- Par acompte mensuel de 10 000 €.
- La contribution financière sera créditée au compte du C.C.A.S. selon les procédures comptables en vigueur.

Considérant qu'il est nécessaire de clarifier cet article pour permettre à Madame le Trésorier Public d'accepter le paiement correspondant,

Considérant qu'avant le 21 janvier 2022, l'exécution budgétaire 2021 du CCAS sera établie,

Monsieur le maire propose au conseil municipal de modifier cet article 8,

- Supprimer « La majoration exceptionnelle 2020 pourra venir en minoration de la subvention globale de l'année 2021 »,
- De remplacer « par acompte de 10 000€ » par la rédaction suivante « par acompte à la demande du CCAS ».

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la modification de l'article 8 selon les modalités exposées en séance.

23. CLOTURE COMPTE EPARGNE FORESTIERE
Reportée.

Ressources humaines

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique aux élus qu'il s'agit de l'application du RIFSEEP qui est obligatoire afin d'étendre ce dernier aux métiers de la santé ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

Madame CAZES précise que le régime indemnitaire des agents, au lieu d'être versé en une seule fois en fin d'année, sera versée à compter du 01/01/2022.

Monsieur le maire précise que c'est désormais étendu aux personnels médicaux, techniciens, ingénieurs, il s'agit de l'application du décret ministériel.

24. EXTENSION DU RIFSEEP AUX CADRES D'EMPLOIS DES TECHNICIENS, INGENIEURS, INFIRMIERES, AUXILIAIRES DE SOINS ET ERGOTHERAPEUTE, 2022 ET SUIVANTS
Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée délibérante que la délibération n° 20170128 du 8 décembre 2017, conformément au décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, adoptait le nouveau Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

La délibération N° 20180021 du 23 mars 2018 apportait des modifications quant aux modalités d'application du RIFSEEP.

La mise en oeuvre de ce nouveau régime indemnitaire a été opérée au vu des arrêtés pris en application dudit décret, selon les différentes catégories et différents grades.

Il est rappelé que le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle, (IFSE)
- Le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir. (C.I.A)

Les arrêtés concernant le Rifseep pour les cadres d'emplois des techniciens, ingénieurs, infirmiers en soins généraux, auxiliaires de soins et ergothérapeutes n'étaient pas adoptés à cette date et il convient aujourd'hui de compléter la délibération initiale en ajoutant ces cadres d'emplois.

Monsieur le maire propose donc de régulariser l'application du RIFSEEP pour les agents de la commune, appartenant aux cadres d'emplois susvisés de la manière suivante :

Détermination des groupes de fonctions et des montants annuels :

Cadre d'emplois des Techniciens		MONTANTS MINIS	MONTANTS ANNUELS PLAFOND	
Groupes de f	EMPLOIS		NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Responsable d'un service	1 867 €	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable d'un service	1 867 €	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, autres fonction	1 867 €	14 650 €	6 670 €

Cadre d'emplois des Ingénieurs		MONTANTS MINIS	MONTANTS ANNUELS PLAFOND	
Groupes de	EMPLOIS		NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Directeur des services techniques	1 867 €	36 210 €	22 310 €
Groupe 2	Directeur de plusieurs services, adjoint au services techniques	1 867 €	32 130 €	17 205 €
Groupe 3	Chargé de missions, expertise dans un domaine	1 867 €	25 500 €	14 320 €

Cadre d'emplois des Infirmiers en soins généraux		MONTANTS MINIS	MONTANTS ANNUELS PLAFOND	
Groupes de	EMPLOIS		NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Responsable d'un service	1 867 €	19 480 €	19 480 €
Groupe 2	Autres fonctions	1 867 €	15 300 €	15 300 €

Cadre d'emplois des Auxiliaires de soins		MONTANTS MINIS	MONTANTS ANNUELS PLAFOND	
Groupes de	EMPLOIS		NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Responsable d'un service	1 867 €	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Autres fonctions	1 867 €	10 800 €	6 750 €

Cadre d'emplois des Ergothérapeutes		MONTANTS MINIS	MONTANTS ANNUELS PLAFOND	
Groupes de	EMPLOIS		NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE
Groupe 1	Responsable d'un service	1 867 €	19 480 €	19 480 €
Groupe 2	Autres fonctions	1 867 €	15 300 €	15 300 €

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 22/12/2021,

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de l'Ehpad ERA CASO du 22/12/2021,

Monsieur le maire propose aux élus d'approuver l'extension du RIFSEEP aux agents de la commune, appartenant aux cadres d'emplois des Techniciens, Ingénieurs, Infirmiers en soins généraux, Auxiliaires de soins, Ergothérapeutes, selon les modalités exposées en séance, et de lui donner l'autorisation de signer les arrêtés correspondants fixant l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) pour les agents concernés.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'extension du RIFSEEP aux agents de la commune appartenant aux cadres d'emplois des Techniciens, Ingénieurs, Infirmiers en soins généraux, Auxiliaires de soins, Ergothérapeutes, selon les modalités exposées en séance, autorise le maire à signer les arrêtés correspondants fixant l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) pour les agents concernés.

25. CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE MONITEUR D'ACTIVITE EQUESTRE

Rapporteur : M. le maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 3-2 et 34 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

M. le maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35èmes).

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités et établissements peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Considérant que les besoins du Pôle Événementiel, Culture et Sports nécessitent la création d'un emploi permanent de moniteur/trice d'activités équestres ;

M. le maire propose à l'assemblée délibérante :

De créer un emploi permanent à temps complet de moniteur/trice d'activités équestres pour effectuer les missions d'enseignement de l'équitation aux cavaliers débutants et plus aguerris, d'encadrement des cours d'équitation, de participation aux soins des chevaux et organisation générale du centre équestre, notamment en termes de sécurité, aux grades d'opérateur territorial des activités physiques et sportives (APS), d'opérateur territorial des APS, d'opérateur territorial des APS principal, d'éducateur territorial des APS, d'éducateur territorial APS principal 2^{ème} classe et d'éducateur territorial APS principal 1^{ère} classe.

En cas de recrutement infructueux d'un fonctionnaire, cet emploi pourrait être occupé par un agent contractuel de droit public recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 susvisée.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, dans le respect des dispositions réglementaires.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget. Le tableau des emplois sera modifié.

Monsieur FOURCADET souhaite savoir si cet emploi était rémunéré par l'association auparavant.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FOURCADET demande si on a une vision sur le budget.

Madame DANTES répond que le chiffre d'affaires est estimé à environ 140.000 euros par an avec 2 moniteurs, 1 palefrenier et 1 apprenti.

La commune va recruter un palefrenier et un moniteur.

La partie administrative sera réalisée par du personnel de la commune.

Monsieur FERRE demande si cela sera fait par du personnel en place ?

Monsieur le maire indique que pour la direction oui et pour le moniteur d'activité équestre non il y aura un appel à candidature il est déjà en cours.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la création de cet emploi permanent de moniteur/trice d'activités équestres selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents au recrutement lié à cette création.

Le conseil municipal, après délibération, par 11 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions, approuve la création de l'emploi permanent de moniteur/trice d'activités équestres selon les modalités exposées en séance et autorise le maire à signer les actes afférents au recrutement lié à cette création.

26. CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'AGENT TECHNIQUE PALEFRENIER

Rapporteur : M. le maire

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3.2°,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant les besoins du Pôle Événementiel, Culture et Sport nécessitant la création d'un emploi permanent d'agent technique palefrenier,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 22/12/2021.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante :

La création d'un emploi permanent d'agent technique palefrenier à temps complet dans les grades d'adjoint technique, adjoints technique principal 2^{ème} classe et adjoint technique principale 1^{ère} classe, pour exercer les missions suivantes : Nourrir, mettre le foin, sortir et rentrer les chevaux du paddock, soin et entretien des équidés, entretien des écuries et de la structure (box, paddocks, clôtures, bâtiments, des extérieurs...), garantir par sa surveillance et sa vigilance l'état des animaux et de la structure.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent s contractuels sur la base de l'article 3-3.2° de la loi n° 84-53 du 26/01/1984.

L'agent contractuel serait recruté pour une durée déterminée de 3 ans maximum, par période de 1 an, compte tenu du besoin de bon fonctionnement du service et du caractère très spécialisé de l'emploi.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération de l'agent recruté sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le tableau des effectifs sera mis à jour en conséquence. Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la création d'un emploi permanent d'agent technique palefrenier selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents à cette création d'emploi et au recrutement induit.

Le conseil municipal, après délibération, par 11 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. FOURCADET, Mme CAU et M. FERRE), approuve la création d'un emploi permanent d'agent technique palefrenier selon les modalités exposées en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents à cette création d'emploi et au recrutement induit.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante que, jusqu'à présent, la collectivité s'appuyait sur une délibération prise en 2001 jugée irrégulière bien qu'appliquée jusqu'à présent.

La loi de transformation de la fonction publique impose une date butoire afin d'être en conformité.

Monsieur le maire précise aux élus qu'il s'agit « d'enlever » les avantages indus car dans quelques collectivités en France, la loi des 35 heures n'a pas été parfaitement respectée avec en particulier des jours qui ne sont pas réglementaires (comme le jour du maire et ainsi de suite), donc il s'agit de réincorporer ces avantages dans le cadre de la loi

Monsieur le maire précise que l'application de cette loi est suivie par le procureur financier de la région occitanie sur la commune de Luchon car il s'appuie en cela sur le contrôle qui a été fait à Luchon par la chambre régionale des comptes en 2016.

Il s'étonne par exemple, qu'il y ait 12 jours pour les employés de la mairie et 20 jours de repos complémentaire pour les employés des thermes alors qu'il est spécifié dans la délibération un temps de travail de 35 heures.

Pour résumer, le comité technique a été réuni et a donné un accord favorable à la proposition qui est exposée en séance.

Les avantages obtenus par les employés de la mairie sont maintenus en contrepartie d'une augmentation du temps de travail à 37 h 00 et que les avantages acquis par les employés des thermes sont maintenus en contrepartie d'une augmentation du temps de travail à 38 h 30.

27. 1607 HEURES

Rapporteur : M. le maire

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 7-1 ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- Vu la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115 ;
- Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et notamment son article 47 ;
- Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
- Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;
- Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- Vu la délibération du 28/12/2001 relative à l'application de la loi n°2001-2 du 3/01/2001 et du décret n°2001-623 du 12/07/2001 relatif à l'application des 35 heures dans la fonction publique ;
- Vu la délibération du 26/06/2009 relative à l'instauration de la journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- Vu la délibération du 17 janvier 2014 adoptant et autorisant la signature le protocole d'accord déterminant les conditions de travail des personnels travaillant aux thermes de Luchon et validant la convention de mise à disposition du personnel fonctionnaire au sein de la SPL des Thermes de Luchon

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 22/12/2021 Considérant ce qui suit :

La présente délibération mettra un terme, de facto, aux congés extralégaux et aux anciennes délibérations sur le temps de travail.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a organisé la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures, et un retour à l'obligation, à compter du 1^{er} janvier 2022, de respecter la règle des 1607h annuels de travail.

Ainsi, tous les jours de repos octroyés en dehors du cadre légal et réglementaire qui diminuent la durée légale de temps de travail en deçà des 1607h doivent être supprimés.


La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

1 – Durée hebdomadaire de travail effectif :

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

Pour un agent à temps complet, la durée hebdomadaire de temps de travail effectif est fixée à 35 heures soit 1 607 heures annuelles, heures supplémentaires non comprises.

Le décompte des 1607 h s'établit comme suit :

Nombre de jours de l'année		365 jours
Nombre de jours non travaillés : - Repos hebdomadaire : - Congés annuels : - Jours fériés : - Total	52 sem x 2 j 5 x durée hebdo de travail Forfait	- 104 jours - 25 - 8 - 137 jours
Nombre de jours travaillés	(365-137) =	228 jours travaillés
Calcul de la durée annuelle 2 méthodes : soit (228 jours x 7 h) = 1596 légalement à		1600 h
+ Journée de solidarité		7 h
TOTAL de la durée annuelle		1607 h

Journée de solidarité :

En outre, conformément à l'article 6 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, une journée de solidarité est instituée en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Conformément à la délibération du 26/06/2009, la journée de solidarité pour la commune de Bagnères de Luchon fait l'objet d'un temps de travail supplémentaire non rémunéré (fonctionnaires et agents contractuels) réparti sur la journée, soit 1,52 mn.

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service.

2 - Garanties relatives au temps de travail et de repos :

Par ailleurs, les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- la durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- l'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Il est possible de prévoir un ou plusieurs cycles de travail, afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service, et de rendre ainsi un meilleur service à l'utilisateur.

3 – Détermination des cycles de travail :

Le Maire rappelle que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il convient parfois d'instaurer pour les différents services de la commune des cycles de travail différents.

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Le nombre de jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours. A cette fin, la circulaire n° NOR MFPF1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n° 2010- 1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 précise que le nombre de jours ARTT attribués annuellement est de :

Nombre annuels de jours de RTT accordés selon la durée hebdomadaire de	
Durée de travail hebdomadaire	Nombre de jours de RTT accordés par an
35 heures 30	3 jours
36 heures	6 jours
36 heures 30	9 jours
37 heures	12 jours
37 heures 30	15 jours
38 heures	18 jours

Les agents à temps non complet ne peuvent bénéficier de jours ARTT.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail.

Quel qu'en soit le motif, les jours non travaillés – sous réserve de certaines autorisations d'absence relatives à l'exercice du droit syndical prises en application de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et celles pour lesquelles la loi ou le règlement prévoit qu'elles sont assimilées à du temps de travail effectif – n'ont pas vocation à être considérés comme du temps de travail effectif et par voie de conséquence, n'ouvrent pas droit à des jours de réduction du temps de travail.

Les jours ARTT ne sont pas défalqués à l'expiration du congé, ou de l'absence, mais au terme de l'année civile de référence.

En ce qui concerne les services de la commune de Bagnères de Luchon, hors Thermes de Luchon : La délibération du 28/12/2001 précise le nombre de jours de repos à 12 jours ajoutés aux 25 jours réglementaires soit 37 jours de repos au total.

Soit en application des règles de Réduction du Temps de Travail (point 3 ci-dessus), un temps de travail hebdomadaire de 37 heures

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide :

Article 1 : La suppression de tous les jours de congés non prévus par le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la durée légale du temps de travail qui est fixée à 1607 heures, dans les conditions rappelées en séance et dans la délibération,

Article 2 : de fixer des cycles de travail par services, comme exposé en séance et dans la délibération, ouvrant droit à des jours ARTT, dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, soit

Pour les services de la commune, l'Ehpad de Bagnères de Luchon, hors Thermes de Luchon :

o Temps de travail hebdomadaire : 37h

La semaine de travail sera composée de journées ou demi-journées en heures pleines ou de demi-heures.

Les services en lien avec l'activité touristique (été, hiver, thermale) auront à mettre en place, avant le 20 janvier 2022, (puis avant le 31 novembre de chaque année pour l'année suivante) une planification hebdomadaire adaptée (basse saison, haute saison) avec un horaire maximum hebdomadaire de 38h30 et absence de RTT sur la période de haute saison.

o RTT : 12 jours

o Conges : 25 jours

o Journées de fractionnement :

Jours de congés annuels pris en dehors de la période	Jours supplémentaires accordés 1er mai - 31 octobre
5	1
6	1
7	1
8 et plus	2

Pour les services des Thermes de Luchon :

o Temps de travail hebdomadaire annualisé : 37h30

La semaine de travail sera composée de journée ou demi-journées en heures pleine ou de demi-heures.

o Horaire hebdomadaire maximal : 38 h 30 du 1^{er} septembre au 30 octobre sans dépôt de RTT.

o RTT: 15 jours

o Congés réglementaires : 25

Journées de fractionnement :

Jours de congés annuels pris en dehors	
de la période 1 ^{er} mai - 31 octobre	Jours supplémentaires accordés
5	1
6	1
7	1
8 et plus	2

Article 3 : Les jours d'ARTT ne sont pas juridiquement des congés annuels, et ne sont donc pas soumis aux règles définies notamment par le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux.

Ces jours ARTT peuvent être pris, sous réserve des nécessités de service :

- de manière groupée (plusieurs jours consécutifs) ;
- sous la forme de jours isolés ;
- ou encore sous la forme de demi-journées.

Les jours ARTT non pris au titre d'une année ne peuvent être reportés sur l'année suivante. Ils peuvent, le cas échéant, être déposés sur le compte épargne temps.

En cas d'absence de l'agent entraînant une réduction des jours ARTT, ces jours seront défalqués au terme de l'année civile de référence. Dans l'hypothèse où le nombre de jours ARTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours ARTT accordés au titre de l'année civile, la déduction s'effectuera sur l'année N+1.

En cas de mobilité, un solde de tout compte doit être communiqué à l'agent concerné.

Article 4 : Un planning à l'année sera remis à l'agent, qui distinguera les temps travaillés, les temps de repos compensateurs et les congés annuels. En effet, en cas de maladie, seuls les congés annuels sont reportés de plein droit.

Un décompte du relevé d'heures effectués par l'agent lui sera remis (trimestriellement, etc.) afin d'assurer un suivi précis des heures.

Article 5 : La délibération entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique aux élus qu'il s'agit de permettre à trois agents, qui le demandent, d'annualiser le temps de travail.

Monsieur FOURCADET souhaite connaître les fonctions de ces agents.

Madame DANTES indique qu'il s'agit d'un électricien, d'un agent du service animations et d'un charpentier.

Monsieur FOURCADET demande si les agents peuvent exercer une activité complémentaire dans le privé.

Madame DANTES répond par l'affirmative, sous conditions.

28. MISE EN PLACE DU TEMPS PARTIEL

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que, conformément à l'article 60 de la loi du 26 janvier 1984, les modalités d'exercice du travail à temps partiel sont fixées par l'organe délibérant, après avis du comité technique.

Le temps partiel est réservé aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public employés à temps complet depuis au moins un an, et ne peut être inférieur au mi-temps. Il est organisé dans les conditions décrites ci-après. Selon les cas, cette autorisation est soit soumise à appréciation en fonction des nécessités de service (sur autorisation), soit accordée de plein droit.

L'initiative en revient à l'agent qui formule sa demande à l'autorité territoriale. En cas de refus par l'employeur, un entretien devra préalablement avoir lieu avec l'agent demandeur.

Temps partiel sur autorisation :

Le temps partiel sur autorisation peut être accordé pour des raisons personnelles ou pour la création ou reprise d'entreprise, sous réserve des nécessités du service :

- Aux fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, en activité ou en détachement ;
- Aux agents contractuels de droit public à temps complet en activité employés depuis plus d'un an de façon continue à temps complet.

Il peut être organisé dans un cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel, selon nécessité de service.

Les quotités de temps partiel sur autorisation sont fixées de 50% à 99% du temps complet.

Les demandes doivent être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée.

La durée des autorisations sera de 6 mois ou 1 an, renouvelable, pour la même durée, par tacite reconduction, dans la limite de trois ans. A l'issue, le renouvellement devra faire l'objet d'une demande et d'une décision expresses. La demande devra être déposée deux mois avant l'échéance.

La durée d'autorisation pour le temps partiel pour création d'entreprise est de 2 ans, renouvelable pour une durée maximale d'un an.

Les conditions d'exercice du temps partiel (*changement de jour ...*) sur la période en cours pourront être modifiées sur la demande de l'agent ou de l'autorité territoriale (*en cas de nécessité absolue de service*) dans un délai de deux mois.

MODALITES DU TEMPS PARTIEL

Après réintégration à temps plein, une nouvelle autorisation d'exercice du travail à temps partiel ne sera accordée qu'après un délai d'1 an.

Le nombre de jours RTT des agents à temps partiel sera calculé au prorata du service à temps complet.

Temps partiel de droit :

Le temps partiel de droit est accordé pour les motifs suivants :

- A l'occasion de chaque naissance jusqu'au 3ème anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de l'arrivée de l'enfant au foyer de l'enfant adopté ;
- Pour donner des soins à leur conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave ;
- Les fonctionnaires handicapés relevant des catégories visées aux 1, 2, 3, 4, 9, 10 et 11° de l'article L.323-3 du code du travail peuvent bénéficier du temps partiel de droit, après avis de la médecine professionnelle et préventive.

Les agents qui demandent à accomplir un temps partiel de droit pour raisons familiales devront présenter les justificatifs afférents aux motifs de leur demande.

Il peut être organisé dans un cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel.

Le temps partiel de droit peut être accordé aux agents à temps complet et à temps non complet pour les quotités de 50% (sauf cas annualisé), 60%, 70% et 80% du temps plein. La réglementation exclut la quotité de 90% pour le temps partiel de droit.

Les demandes de temps partiel de droit ne seront soumises à aucun délai de préavis.

Le temps partiel annualisé de droit pour naissance ou adoption, qui n'est pas reconductible, correspond à un cycle de douze mois. Il commence par une période non travaillée, qui ne peut être fractionnée et qui ne peut excéder deux mois. Le temps restant à travailler est aménagé sur le reste du cycle, selon une quotité de service de 60 %, 70 %, 80 % ou 100 %, afin que l'agent assure l'intégralité de sa quotité de service à temps partiel annualisé.

Le temps partiel est suspendu pendant le congé de maternité, d'adoption et paternité et une session de formation incompatible avec l'exercice d'un temps partiel.

La réintégration à temps plein ou la modification des conditions d'exercice du temps partiel peut intervenir en cours de période, sur demande de l'agent présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée.

La réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, tel qu'une diminution substantielle de revenus ou un changement de situation familiale (divorce, décès...).

L'agent public titulaire/stagiaire est réintégré de plein droit au terme du temps partiel, dans un emploi correspondant à son grade.

L'agent public contractuel retrouve son emploi à temps plein ou à défaut, un emploi analogue.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, article 60 à 60 quater,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 modifié relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n° 2020-467 du 22 avril 2020 relatif aux conditions d'aménagement d'un temps partiel annualisé pour les agents publics à l'occasion de la naissance ou de l'accueil d'un enfant,

Vu la délibération n° DEL20210193 sur la mise en place des 1607 h, en date du 22/12/2021.

Considérant l'avis favorable du comité technique en date du 22/12/2021.

Monsieur le maire propose à l'assemblée :

- d'instituer le temps partiel dans la collectivité et d'en fixer les modalités d'application comme définies ci-dessus,

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

DECIDE

- d'adopter les modalités ainsi proposées.
- DIT qu'elles prendront effet à compter du 1/01/2022 et seront applicables aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux contractuels de droit public employés depuis plus d'un an (*à temps complet ou équivalent temps plein pour le temps partiel de droit*).
- Et qu'il appartiendra à l'autorité territoriale d'accorder les autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services, dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et de la présente délibération.

Monsieur le maire présente la délibération

Il s'agit d'approuver l'actualisation du tableau des emplois permanents de la collectivité suite aux ouvertures de postes acceptées précédemment ou ce jour en séance du conseil (cuisinier et infirmières à l'Ehpad, palefrenier et moniteur au centre équestre).

29. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs, suite à des créations de postes pour de futurs recrutements, pour le bon fonctionnement des services.

Cette réactualisation est effectuée à partir du dernier tableau des effectifs du 3 mai 2021.

Considérant la nécessité de créer les postes suivants, à compter du 1/01/2022 :

Filière technique :

1 emploi de cuisinier pour l'EHPAD (grade : adjoint technique) : TC

1 emploi de palefrenier (grade : cadre d'emploi des Adjoints techniques) : TC

Filière Médico-sociale :

2 emplois d'infirmières (grade : infirmière en soins généraux Classe normale ; infirmière en soins généraux Classe supérieure) : TC

Filière Sportive :

1 moniteur de Centre équestre (grade : cadre d'emploi des opérateurs des APS ; cadre d'emploi des Educateurs des APS) : TC

Le tableau des effectifs, après information au Comité technique dans sa séance du 22/12/2021 se trouve modifié, en date du 22 décembre 2021, de la façon suivante (voir annexe).

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le tableau des effectifs en découlant tel que présenté en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la mise à jour du tableau des effectifs tel qu'exposé en séance.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire indique aux élus qu'afin de respecter les normes techniques, il est nécessaire de déplacer la ligne haute tension qui part de la centrale électrique.

Il convient de la dévier et l'enterrer sur le bas de la montagne et dériver ainsi jusqu'au bas de la télécabine.

30. CONVENTION DE SERVITUDE ENTRE ENEDIS ET LA COMMUNE POUR DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT ET SECURISATION RESEAU HTA (EN LIEN AVEC LE PROJET DE RENOVATION DE LA TELECABINE DE SUPERBAGNERES)

Rapporteur : M. le maire

Vu le Code de l'énergie, et notamment son article L323-2,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L2241-1 et L2122-21, R2333-105 et R2333-105-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et, notamment, son article L2111-4,

Considérant le projet de convention de servitudes en pièce jointe,

Monsieur le maire informe le conseil municipal que, dans le cadre du chantier du téléporté, une ligne HTA du réseau Enedis située actuellement à flanc de montagne doit être déplacée et son nouveau tracé enterré va traverser la ville de Luchon.

Pour ce faire, il a été convenu d'un tracé empruntant notamment des parcelles communales situées au Courtat, au pied de la montagne : ces travaux n'impacteront ainsi pas le domaine public.

Dans cet objectif, Enedis s'est rapproché de la commune afin d'obtenir l'autorisation d'implanter ses équipements sous le domaine communal. Cela nécessite la mise en place d'une convention de servitudes entre Enedis et la commune.

Les travaux consistent à :

- Etablir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 2 canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 159 mètres, ainsi que ses accessoires.
- Etablir si besoin des bornes de repérage.
- Effectuer l'élagage et l'abattage de tous arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages pourraient gêner leur implantation ou les endommager.

Cette convention donne aussi le droit à Enedis d'utiliser les ouvrages désignés et de réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc...).

La commune conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis, de faire tout travaux.

Cette convention sera authentifiée par acte notarié, en vue de sa publication au service de la Publicité

Foncière, les faits dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Monsieur le maire indique qu'une indemnité forfaitaire de 75 € sera versée à la commune par Enedis.

Monsieur le maire propose au conseil municipal :

- D'approuver les éléments ci-dessus présentés
- De l'autoriser à signer tous les documents nécessaires à la bonne réalisation de ce projet.

Madame CAU demande si tout se trouve sur des parcelles de la commune.

Monsieur le maire répond par l'affirmative, c'est principalement de la chaussée, c'est un investissement obligatoire pour respecter des conditions techniques et de sécurité.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve les éléments présentés en séance,
- Autorise le maire à signer tous les documents nécessaires à la bonne réalisation du projet.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire précise aux élus que le chemin du corps Franc Pommies se situe à Badech.

Il s'agit de remettre la lumière dans cette partie de la ville qui – régulièrement – n'est pas éclairée.

Monsieur le maire précise aux élus qu'ils disposent du plan d'implantation des bornes et que cette implantation se fera dans la première partie de l'année.

Monsieur le maire demande à madame CAU si la réponse lui convient suite à sa précédente intervention au sujet du SDEHG.

Madame CAU répond par l'affirmative.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit de rénover ce qui ne fonctionne pas.

31. RENOVATION DES BORNES D'ECLAIRAGE PUBLIC, CHEMIN DU CORPS FRANC POMMIERS

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire informe le conseil municipal que suite à la demande de la commune du 21/01/2020 concernant la rénovation des bornes d'éclairage public sur le chemin du corps Franc Pommiers, le SDEGH a réalisé l'Avant-Projet Sommaire de l'opération suivante :

P08 BADECH – cde 2 :

- Dépose de 48 bornes
- Pose de 48 kits retrofits pour les bornes existantes. La puissance des kits est de 18 Watt LED avec abaissement de 50 % pendant 6h.
- Dépose de 3 lanternes fonctionnelles vétustes.
- Pose de 3 lanternes d'éclairage public de type fonctionnel sur le parking de puissance 30 Watt LED avec abaissement de 50 % pendant 6h.

Nota : possibilité de mettre une coupure de nuit à la place de l'abaissement de puissance.

Les technologies les plus avancées en matière de performances énergétiques seront mises en œuvre et permettront une économie sur la consommation annuelle d'énergie électrique d'environ 59 % soit 591 €/an.

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

- TVA (récupérée par le SDEHG)	9 744 €
- Part SDEHG	39 600 €
- Part restant à la charge de la commune (estimation)	12 531 €
Total	61 874 €

Avant d'aller plus loin dans les études de ce projet, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Dès réception de cette délibération, les services techniques du Syndicat pourront finaliser l'étude et le plan d'exécution sera transmis à la commune pour validation avant planification des travaux.

Ce projet nécessitant la création d'un nouveau point de comptage, un contrat de fourniture d'électricité sera conclu par la commune qui se chargera de la mise en service du raccordement en question.

Où l'exposé du Maire, et après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal approuve l'Avant- Projet Sommaire présenté et :

- Décide de couvrir la part restant à la charge de la commune par voie d'emprunt et de prendre rang sur le prochain prêt du SDEHG. Dans ce cas, l'annuité correspondante, qui sera fonction du taux d'intérêt obtenu lors de la souscription, est estimée à environ 1 215 € sur la base d'un emprunt de 12 ans et sera imputée au compte 6 554 en section de fonctionnement du budget communal. Cette dépense sera ainsi intégralement compensée dès la première année de mise en service.

Intercommunalité

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire rappelle le rôle de la CLECT aux élus et évoque les transferts de certaines charges.

Il indique à l'assemblée délibérante que la Communauté de Communes Pyrénées Haut-Garonnaises (CCPHG) a délibéré et que chaque commune concernée doit délibérer en conseil municipal afin d'approuver la participation.

Monsieur le maire mentionne la condition du réajustement des sommes car il y a une somme estimée dans le rapport.

Monsieur le maire précise qu'il s'agit, principalement pour Luchon, des activités touristiques et les charges de personnel en extra-scolaire.

C'est un ensemble de charges qu'il faut se répartir et estimer.

Monsieur le maire indique aux élus que concernant l'activité ski et touristique, une dotation touristique globale de l'état est versée. La répartition choisie en commission est que Luchon conserve 481.000€ afin de pouvoir assurer ses activités touristiques et ski.

Monsieur FERRE indique qu'il s'agit du maintien des accords passés il y a quelques années avec le département et la communauté de communes pour un équilibre financier.

Monsieur le maire confirme qu'à ce stade c'est le cas mais qu'il est fort probable que cela évolue.

32. APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe les élus qu'en date du 30 septembre 2021 le président de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises a transmis le rapport établi par la CLECT le 17 septembre 2021.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts et suite à l'instauration de la fiscalité professionnelle unique à l'échelle communautaire, la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises verse aux communes membres une attribution de compensation visant à garantir la neutralité budgétaire.

La commission locale d'évaluation des charges transférées s'est réunie pour étudier les transferts de compétence envisagés et affiner le calcul des transferts de charges correspondants. En effet, l'article 1609 nonies C du CGI précise « la CLECT chargée d'évaluer les charges transférées remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert un rapport évaluant le coût net des charges transférées.

Ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L.5211-5 du code général des collectivités territoriales, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le Président de la commission. Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Monsieur le maire rappelle que,

Considérant que « La Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour rôle principal de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre

communes et EPCI ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique (FPU). Si elle ne détermine pas les attributions de compensation, qui seront validées par les exécutifs locaux (conseils communautaire et municipaux), son travail contribue fortement à assurer l'équité financière entre les communes et la communauté en apportant transparence et neutralité des données financières.

L'objectif poursuivi par la CLECT est de s'assurer que les transferts de charges s'opèrent dans un climat de confiance entre les différentes parties prenantes en les associant à l'évaluation. Il s'agit également de leur laisser une certaine souplesse dans l'organisation des travaux conduits sous l'égide de la commission. A ce titre, certaines communautés font de la CLECT, au-delà des travaux d'évaluation des charges, une instance de débat et de concertation à même d'instaurer une culture fiscale et financière partagée sur le territoire communautaire. Deux codes, le code général des impôts¹ et celui des collectivités territoriales², donnent les éléments de définition et de fonctionnement de l'évaluation des charges. Les textes laissent toutefois de la latitude concernant la mise en place des CLECT et leur organisation. » ADCF.

Considérant que la commune de Bagnères de Luchon met actuellement en place une comptabilité analytique,

Considérant que la commune de Bagnères de Luchon doit s'approprier le mode de calcul du transfert de charges auquel elle n'a pas été associée,

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante,

- De valider le rapport présenté, pour répondre aux obligations réglementaires de la communauté de Communes, mais sous condition de modification potentielle en 2022,
- D'obtenir de la CLECT des réunions interservices permettant de proposer les modes de calcul des transferts de charges,
- De dire que l'attribution de compensation définitive 2021 sera calculée en fonction de la date de transfert effective des compétences,
- D'être autorisé à signer tout document nécessaire au bon aboutissement de cette affaire.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Valide le rapport présenté, pour répondre aux obligations réglementaires de la communauté de Communes, mais sous condition de modification potentielle en 2022,
- Demande l'obtention de la CLECT de réunions interservices permettant de proposer les modes de calcul des transferts de charges,
- Dit que l'attribution de compensation définitive 2021 sera calculée en fonction de la date de transfert effective des compétences,
- Autorise le maire à signer tout document nécessaire au bon aboutissement de cette affaire.

33. CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PYRENEES HAUT-GARONNAISES

Reportée.

Monsieur le maire présente la délibération

Monsieur le maire revient sur la question de madame CAU relative à l'enveloppe de 5000 euros évoquée lors d'une précédente séance et consacrée à ce type de frais selon madame CAU.

Monsieur le maire confirme à madame CAU que cette enveloppe n'existe pas cela a été vu avec la trésorière.

Monsieur FERRE indique que l'enveloppe figure au budget.

Monsieur le maire répond que la trésorière a bien confirmé que ce n'était pas le cas et qu'il a demandé de ne pas la renouveler.

Monsieur FERRE indique que cela a été voté.

Monsieur le maire répond que la trésorière confirme que l'enveloppe n'existe pas.

Ajout 33 bis : MANDAT SPECIAL AU MAIRE

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux élus qu'il devra se rendre à Paris, au mois de janvier 2022, à l'invitation de madame Roselyne BACHELOT, ministre de la Culture.

A ce jour, la date n'est pas encore connue.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- approuver la prise en charge de ses frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, sur présentation des justificatifs correspondants.

Madame DANTES présente la délibération

Madame DANTES indique aux élus que le centre équestre a recruté une jeune femme en contrat d'apprentissage.

Avec la reprise du centre équestre il faut créer le poste afin que ce contrat soit maintenu.

Ajout 33 ter : APPROBATION D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE - DIPLOME BEJEPS ACTIVITES EQUESTRES

Rapporteur : M. le maire

M. le Maire indique à l'assemblée délibérante,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

Vu le Décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

Vu le Décret n°93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

Considérant qu'à l'appui de l'avis favorable du Comité technique paritaire, il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Il est proposé à l'assemblée délibérante de conclure à compter de janvier 2022, un contrat d'apprentissage au Pôle Événementiel Culture et Sports, pour une période de formation d'un an, en vue de la préparation du diplôme de Brevet Professionnel de la Jeunesse de l'Education Populaire et du Sports, spécialité activités équestres.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

M. le Maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la possibilité de recours à un contrat d'apprentissage en découlant, tel que présenté en séance et de lui donner l'autorisation de signer les actes afférents à ce contrat d'apprentissage.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la possibilité de recours à un contrat d'apprentissage en découlant, tel que présenté en séance et autorise le maire à signer les actes afférents à ce contrat d'apprentissage.

34. QUESTIONS DIVERSES.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 38.